

ELECTIONS 2012 ANALYSES ET PERSPECTIVES

VARIABLES DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES

VERS UNE DEMOCRATIE REELLE

REFAIRE LA DEMOCRATIE

ELECTIONS PRESIDENTIELLES 2012

POURQUOI NOUS AVONS SOUTENU LE NPA

ELECTIONS LEGISLATIVES 2012

POUR UN 3EME TOUR DE LUTTE SOCIALE

LE FRONT DE GAUCHE ET SES LIMITES

NOTE SUR LES PERSPECTIVES UNITAIRES

QUELLES OPPOSITIONS DE GAUCHES AU GOUVERNEMENT PS

POUR UN FRONT SOCIAL ANTICAPITALISTE

SOMMAIRE

VARIABLES DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES	4
VERS UNE DEMOCRATIE REELLE POURQUOI FAUT-IL ALLER AU DELA DE LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ?.....	8
QUELQUES CHANGEMENTS A APPORTER POUR AMELIORER LA DEMOCRATIE.....	9
REFAIRE LA DEMOCRATIE.....	10
I QUELQUES CONSTATS SUR LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET LE SENS DU VOTE	10
II REFAIRE LA DEMOCRATIE	11
1 Poser les questions de société.....	11
2 Décider.....	11
3 Appliquer les décisions.....	11
4 Elaborer des plans concrets d'application	11
5 Les cas d'urgence ?.....	12
III LIMITES ET APPORTS DE LA DEMOCRATIE REELLE.....	12
1 Tout changer pour ne rien changer ?.....	12
2 Développement d'une capacité des gens, du sens de la communication, de l'autonomie et de la responsabilité	12
3 La démocratie réelle n'aboutit pas mécaniquement au Socialisme.....	13
4 Pouvoir, capital et résurgence de la domination économique ?.....	13
5 Partis politiques et limitation du pouvoir	13
6 Despotisme de la majorité ou respect de minorités ? Réflexion sur l'implication des gens dans les processus de décision.....	14
7 Risque de surcharge.....	14
8 Du temps de travail en période décisionnelle	14
9 Risque que la raison technico-formelle prenne le pas ?.....	14
IV CONCLUSION	15
ELECTIONS PRESIDENTIELLES 2012	16
I LES DROITES.....	16

<i>UMP</i>	16
<i>FN</i>	16
<i>MODEM</i>	17
II LES GAUCHES	17
<i>Parti Socialiste</i>	17
<i>Europe Ecologie les Verts</i>	18
<i>Front de Gauche</i>	19
<i>Lutte Ouvrière</i>	20
<i>Nouveau Parti Anticapitaliste</i>	21
III LES OUBLIETTES.....	22
POURQUOI NOUS AVONS SOUTENU LE NPA ET SON CANDIDAT	
PHILIPPE POUTOU !	23
ELECTIONS LEGISLATIVES 2012	25
POUR UN 3 ^{EME} TOUR DE LUTTE SOCIALE !.....	26
<i>L'austérité qui vient !</i>	26
<i>Le changement social ne se fera pas par les urnes !</i>	26
<i>Construire une opposition de gauche au gouvernement Hollande !</i>	26
Le Front de Gauche et ses limites	27
1 <i>Les forces majeures et l'hétérogénéité</i>	27
2 <i>Réalités locales et possibilités de convergence</i>	28
3 <i>Républicanisme et Citoyennisme</i>	28
NOTE SUR LES PERSPECTIVES UNITAIRES	30
<i>La perspective de progrès social</i>	30
<i>La perspective écologique</i>	30
<i>L'Autonomie</i>	31
QUELLES OPPOSITIONS DE GAUCHE AU GOUVERNEMENT PS	32
REFLEXION SUR LES POSITIONS ET LES STRATEGIES DE LUTTE DES	
DEFENSEURS DU PROGRES SOCIAL	32

I L'IMPASSE SOCIALE-LIBERALE ET LES ENJEUX D'UNE OPPOSITION DE GAUCHE	32
1 <i>L'impasse du social-libéralisme et de la gauche d'Etat</i>	32
2 <i>Sur quelles positions la gauche doit-elle s'opposer au gouvernement PS ?</i>	32
II DE QUELLES EXPERIENCES DE LA GAUCHE HERITONS NOUS ?.....	33
1 <i>Le Mouvement Ouvrier</i>	33
2 <i>L'Altermondialisme</i>	34
3 <i>En guise de bilan</i>	35
III QUELLE OPPOSITION DE GAUCHE VOULONS-NOUS ?	35
1 <i>L'institutionnalisme est une démarche contre productive</i>	35
2 <i>L'opposition de gauche ne peut être uniquement mouvementiste</i>	36
3 <i>Stop au dirigisme, place à l'autonomie et à la créativité !</i>	36
POUR UN FRONT SOCIAL ANTICAPITALISTE.....	38
<i>Pourquoi faut-il construire une alternative au Front de Gauche ?</i>	38
<i>Que pourrait être un « Front Social Anticapitaliste » ?</i>	38

VARIABLES DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES

La grille d'analyse ci-dessous mets en avant un certain nombre de variables permettant de mieux comprendre et se repérer dans le découpage des positionnements politiques, parfois difficiles à saisir au premier abord. Chaque entité politique peut ainsi être comprise dans ses grandes lignes comme une combinaison des variables "Economie", "Pouvoir", "Culture", "Nature, science et technique".

ECONOMIE

- **répartition des richesses** : répartition équitable (égalitaire) / répartition inégale (concentration du capital)

>Basiqument, il est ici question de la différence entre la "Gauche" et la "Droite", d'une politique en faveur des plus pauvres ou des plus riches.

POUVOIR

- **Rapport à l'autorité** : Autorité, (souveraineté, domination, contrôle) / Liberté

>Au sein de la gauche et de la droite, il est question de la distinction entre autorité (emprise du pouvoir sur la personne et logique de répression) et liberté (pouvoir incitateur, tolérant, voire permissif)

- **Répartition du pouvoir** : concentré / partagé - centralisation / décentralisation - Etatisme/fédéralisme

>Concentré/partagé peut se rapporter à la fois à la séparation des pouvoirs ou non (par exemple, le législatif, l'exécutif et le judiciaire). La répartition du pouvoir peut se décliner sur des questions d'échelles sur lesquelles s'applique le pouvoir (plus de pouvoir à l'Etat, aux régions, départements ou communes).

- **Acteurs des prises de décision** : Etat souverain / concertation avec la société civile / démocratie directe

>Dans le modèle de l'Etat souverain, l'Etat seul dirige et prend les décisions. Dans le modèle de la concertation, l'Etat dialogue avec une série d'organisations issues de la société civile avant de prendre les décisions, et recherche des compromis pour pouvant satisfaire les différentes parties. Ces organisations peuvent être des syndicats ou des associations. Dans le modèle de la démocratie directe, ce sont les gens eux-mêmes (qu'ils fassent partie ou non d'une organisation) qui décident, sans passer par la médiation de l'Etat. On peut distinguer démocratie directe par la majorité et démocratie directe concertée, ou la décision se prend au consensus.

- **Intervention Etatique** : Intervention sociale / Fonction régaliennes / aucune intervention

>l'intervention sociale s'apparente au mode de gestion de la gauche d'Etat au sens large, ainsi que des politiques de droite d'inspiration Keynésienne. La limitation de l'intervention étatique aux fonctions régaliennes (ordre, sécurité, répression), est le fait des politiques libérales, voire néolibérales, bien que les tendances actuelles du néolibéralisme, notamment libertarien, aillent dans le sens de la privatisation des fonctions de police. Les Anarchistes Libertaires sont en général favorables à la disparition de l'Etat, particulièrement en ce qui concerne ses fonctions régaliennes.

CULTURE

- **Rapport à la culture :** conservatisme / libéralisme - uniformité / diversité

>Volonté d'avoir une société figée ou évolutive, ouverte au changement sur le plan des mœurs, et une société homogène, ou tous les hommes doivent adopter le même comportement, ou diversifiée, ou chacun peut décider de ses mœurs (gouts esthétiques, pratiques sexuelles, appartenances religieuse).

NATURE, SCIENCE ET TECHNIQUE

- **Rapport à la production:** productivisme / modération (Soutenabilité, Durabilité) / minimalisme

>La question de la croissance matérielle. La différence se situent entre ceux qui envisage un développement illimité de la production (la droite et le parti communiste), ceux qui prennent en compte les limites naturelles de la planète (les écologistes modérés), et enfin, ceux qui estiment qu'il est nécessaire de produire le moins possible (les décroissants radicaux).

- **Rapport au développement scientifique et technique:** innovation / blocage

>Bien que peu nombreux, certains mouvements sont défavorables à l'innovation. Pour l'essentiel des groupements politiques, les questions se situent plus au niveau du type d'innovation à favoriser.

- **Rapport à la nature :** préservation / négation

>Il s'agit notamment de la reconnaissance des limites naturelles de la planète et des dégâts causés à la biodiversité par les modes de production industriels irraisonnés.

- **Rapport à la science :** analyse fondée sur des données scientifiques / analyse abstraction faite des données scientifiques

>Certains mouvements sont en effets hostiles à la science (le créationnisme par exemple). Dans la majorité des cas, il s'agit plutôt de controverses, de batailles pour la légitimité, la reconnaissance d'une vérité, entre les sciences dites légitimes et les contre-sciences (les experts gouvernementaux contre le comité scientifique d'ATTAC par exemple). Les organisations politiques se positionnant alors en faveur de la science du pouvoir ou de la contre science.

- **Rapport à la découverte scientifique :** science providentielle / découverte événementielle et aléatoire

>Cette distinction concerne les organisations qui estiment que les solutions scientifiques aux problèmes environnementaux viendront d'eux-mêmes, que la science les trouvera nécessairement, et ceux qui considère que la science ne les trouvera pas, ou pas nécessairement à temps, et qu'il est nécessaire de se positionner en fonction de ce que l'on sait immédiatement.

REPARTITION DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES EN FRANCE

Nous allons illustrer le modèle de classement précédemment présenté à partir des positionnements politiques de différentes organisations présentes à l'élection présidentielle de 2012, nous y ajouterons également des organisations non électoralistes telles que les organisations anarchistes.

Organisation	ECONOMIE	POUVOIR	CULTURE	NATURE SCIENCE&TECHNIQUE
Front National	Répartition inégalitaire +++ (et ++++ lorsque le FN était Reaganiste)	Autorité ++++ Centralisme Etat Souverain Interventionnisme + (y était auparavant fortement hostile)	Conservatisme ++++ Uniformité ++++	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (parfois truquée et douteuse, parfois négationniste) Science providentielle
UMP	Répartition inégalitaire ++++	Autorité ++ Décentralisation Etat souverain Interventionnisme - -	Conservatisme ++ Uniformité +	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (parfois truquée en fonction d'intérêts financiers) Science providentielle
MoDem	Répartition inégalitaire +++	Liberté ++ Décentralisation Concertation Interventionnisme - -	Conservatisme +++ Diversité ++	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (parfois truquée en fonction d'intérêts financiers) Science providentielle
PS	Répartition inégalitaire ++	Liberté + Décentralisation Concertation Interventionnisme +	Libéralisme +++ Diversité +++	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (parfois truquée en fonction d'intérêts financiers) Science providentielle
EE Les Verts	Répartition inégalitaire +	Liberté +++ Décentralisation Concertation Interventionnisme +	Libéralisme ++++ Diversité ++++	Soutenabilité Préservation de la Nature Analyse scientifique (critique de la science légitime) Découverte scientifique événementielle&aléatoire

Parti de Gauche (Front de Gauche)	Répartition égalitaire +	Autorité + Décentralisation Concertation Interventionnisme ++	Libéralisme ++++ Diversité ++++	Soutenabilité Préservation de la Nature Analyse scientifique (tantôt officielle, tantôt critique) Découverte scientifique événementielle&aléatoire
PCF (Front de Gauche)	Répartition égalitaire ++	Autorité ++ Centralisme Etat souverain Interventionnisme ++	Libéralisme +++ Diversité +++ (évolution récente. Avant conservatisme et uniformité)	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (tantôt officielle, tantôt critique) Science providentielle
LO	Répartition égalitaire ++++	Autorité ++ Centralisme Démocratie directe Interventionnisme +++	Conservatisme + Uniformité + (car LO considère les enjeux liés à la liberté culturelle comme secondaires)	Productivisme Négation de la Nature Analyse scientifique (officielle, anti-écologique)
NPA	Répartition égalitaire ++++	Liberté +++ Décentralisation Démocratie directe Interventionnisme ++ (en parallèle d'une appropriation et d'une transformation libertaire de l'Etat, d'une autre forme d'organisation sociale)	Libéralisme +++++ Diversité +++++	Soutenabilité Préservation de la Nature Analyse scientifique (Critique de la science légitime) Découverte scientifique événementielle&aléatoire
Anarchistes (FA, AL)	Répartition égalitaire ++++	Liberté ++++ Décentralisation Démocratie directe Interventionnisme -- (favorables à l'intervention sociale mais sans la médiation de l'Etat, qui doit être aboli)	Libéralisme +++++ Diversité +++++	Soutenabilité Préservation de la Nature Analyse scientifique (Critique de la science légitime) Découverte scientifique événementielle&aléatoire

VERS UNE DEMOCRATIE REELLE POURQUOI FAUT-IL ALLER AU DELA DE LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ?

« Si la démocratie est le pire régime après tous les autres, la « démocratie réelle » est le pire régime après la démocratie représentative et tous les autres. »

La démocratie représentative ne représente pas ce que pensent les gens. La plupart du temps, les gens votent pour un parti en fonction d'une ou deux mesures qui leur semblent importantes, au détriment du reste du programme. On est ouvrier et on vote pour un parti qui promet de lutter contre la délocalisation de l'usine. Un parti le propose, mais il propose également la casse du service public. Alors tant pis, on aimerait garder le service public, mais on veut d'abord garder son emploi. On est enseignant, et on vote pour le parti qui va défendre une amélioration de l'enseignement. Mais on est aussi écolo, et le parti pour lequel on vote ne défend pas le développement des énergies renouvelables. Tant pis, on considèrera que l'éducation est plus importante que l'écologie. On est écolo, et on vote pour le parti qui défendra le développement des énergies renouvelables. On trouve ce parti trop libéral, alors que l'on a une conscience sociale et solidaire. Tant pis, l'écologie passera avant tout. Ainsi, les gens sont souvent obligés de « choisir » entre les intérêts liés à leur situation professionnelle et ceux liés à l'avenir de la société, entre le développement économique, social, culturel et écologique.

« A l'attente d'un sauveur providentiel, nous opposons la prise en main de nos existences. »

Les partis politiques, pour se faire élire, vont proposer des mesures très éloignées de leur conception fondamentale. Ces mesures ne figurent dans les programmes que pour séduire un électorat qui n'adhère pas particulièrement à ses conceptions fondamentales. Il s'en suit plus d'insatisfaction que de satisfaction, ainsi qu'une tendance à la mise à l'écart et une incitation à la passivité des gens. On vote stratégiquement pour le moins pire en attendant le sauveur providentiel. Mais celui-ci ne vient jamais, et on passe son temps à bougonner devant son poste TV. Au final, les partis ne se mettent que très peu en cause, n'évoluent guère. Ils continuent de défendre la ligne politique qui leur permet de gagner leur électorat, et se maintiennent grâce à la peur des extrémismes. On s'enferme dans un consensus néolibéral UMP PS dont personne n'est satisfait, mais que l'on continue de mettre au pouvoir. Ce consensus ne reflète qu'un système d'intérêts dominants, mais pas la synthèse de ce que pensent les gens. Or il est fort à parier que si l'on demandait aux gens de s'exprimer sur chaque point programmatique plutôt que de choisir entre des politiques générales, ce qui ressortirait des urnes serait sensiblement différent.

« Au dirigisme de quelques uns, nous opposons la mobilisation de l'intelligence collective. »

Il n'y a guère que les élitistes, ayant ou désirant avoir la main mise sur le pouvoir, et considérant les gens comme incapables et bêtes, pour tenir aujourd'hui à la démocratie actuellement en place, et pour s'opposer à une possible amélioration de la démocratie. Nous considérons au contraire que la société regorge de personnes possédant potentiellement l'intelligence et les connaissances nécessaires pour fonctionner et s'organiser, à tous les niveaux, sans le besoin d'une instance autoritaire chargée de les diriger. Ainsi, nous n'avons pas besoin d'un gouvernement qui prenne les décisions, mais, tout au plus, d'un processus démocratique amélioré de concertation entre les gens et les spécialistes, et d'une structure administrative chargée de l'application des décisions élaborées démocratiquement.

QUELQUES CHANGEMENTS A APPORTER POUR AMELIORER LA DEMOCRATIE

- **Les Partis politiques n'auront plus pour tâche d'exercer le pouvoir, mais de contribuer avec les syndicats et les associations, à animer le débat public.**
- **Les mesures, les lois et les projets seront votés par les gens eux-mêmes.**
- **La décision démocratique s'opèrera en trois temps : débat et vote sur les orientations générales, élaboration des plans d'application, débat et vote des plans d'application.**
- **L'Etat sera remplacé par une simple structure administrative chargée de la mise en œuvre des décisions démocratiques.**

Cette administration n'aura donc aucun pouvoir décisionnaire, et ses membres seront révocables et soumis à un contrôle démocratique serré, dans le but de garantir la mission de service publique de l'administration contre les éventuels abus de pouvoir qui pourraient y avoir cours, l'instrumentalisation politique qui en serait fait ou l'émergence d'un pouvoir technobureaucratique.
- **Des comités de recherche interdisciplinaires seront constitués afin de dégager des modalités concrètes d'application des décisions démocratiques.**

Ces comités seront en liens avec des associations de société civile. Dans le but de limiter l'effet d'autorité des experts, plusieurs groupes de recherche seront constitués.
- **Pour les cas d'urgence (séisme, raz de marée, catastrophe nucléaire) on pourra élire des comités spéciaux chargés d'intervenir dans ces types de situations.**

Il n'aura aucun pouvoir la majeure partie du temps, et n'interviendra qu'en cas de catastrophe. Les membres de ce comité seront renouvelés régulièrement et révocables à tout moment, si ce n'est peut-être, lors des cas d'urgence.
- **Par soucis d'égalité, d'équité et de diversité d'opinion, il faudra limiter l'effet de domination économique des grands partis.**

La question de la distribution des moyens de campagne, des espaces d'affichage, des temps de parole, pour être véritablement démocratique, ne devrait pas être simplement posée en termes d'égalité, mais davantage en termes d'équité. La raison est que les gros partis, ceux qui exercent régulièrement le pouvoir au niveau local, régional ou national, font la démonstration quotidienne de leur politique. Ainsi, lors des campagnes, les petits partis devraient disposer au moins d'autant (sinon de plus) de moyens, de temps et d'espace. Tout ceci aurait pour but de permettre la circulation du pouvoir, et ainsi de contrer les effets de cristallisation qui se mettent en place avec le temps et la monopolisation qui en est faite aujourd'hui.
- **Pour éviter qu'une domination de la majorité n'écrase les minorités, les décisions devront être prises par les personnes concernées.** Par exemple, la question du mariage homosexuel ne devrait concerner que la communauté homosexuelle, les questions alimentaires devraient être posées dans la considération des régimes spécifiques, qu'ils soient médicaux, culturels, éthiques ou religieux.

REFAIRE LA DEMOCRATIE

« Si la démocratie est le pire régime après tous les autres, la « démocratie réelle » est le pire régime après la démocratie représentative et tous les autres. »

« Au dirigisme de quelques uns, nous opposons la mobilisation de l'intelligence collective. »

« A l'attente d'un sauveur providentiel, nous opposons la prise en main de nos existences. »

I QUELQUES CONSTATS SUR LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE ET LE SENS DU VOTE

Dans la démocratie représentative, qu'il s'agisse des villes, des communes, des régions, du parlement, du gouvernement ou de l'Europe, chaque parti propose à travers son programme une politique générale, qui se décline en de nombreuses propositions sur l'économie, le social, la culture, l'éducation, le logement, la santé, l'environnement, la sécurité. Bien souvent d'ailleurs, les programmes politiques se composent d'un centre névralgique et d'un ensemble de propositions annexes, secondaires, qui ne sont présentes que par démagogie, dans le but de séduire un électorat spécifique, n'adhérant pas aux conceptions centrales d'un part. Ces propositions n'ont finalement pour but que de permettre aux partis d'accéder au pouvoir.

Les gens votent le plus souvent non en fonction d'une adhésion à un programme politique dans son ensemble, mais en fonction d'une ou deux propositions qui les intéressent, qui constituent pour eux quelque chose de prioritaire par rapport aux propositions des autres partis. On constate aussi que certains votent soit en fonction de phénomènes charismatiques, c'est-à-dire plus pour la personnalité du candidat que pour son programme, soit par sanction, ou encore par stratégie du moins pire, c'est-à-dire, dans ces deux cas, « contre » un ou plusieurs partis. Mais dans tous les cas, à part les gens qui sont totalement acquis à une conception politique donnée, jamais on ne se prononce en faveur de l'ensemble d'une politique. Pourtant, on la subit durant plusieurs années. On aimerait le plus souvent ne pas être limité au choix entre une politique insatisfaisante et le simple refus protestataire. On aimerait, par exemple, pouvoir voter pour des propositions émanant de partis différents en ce qui concerne l'économie, le social, l'écologie, la sécurité.

Nous partons ainsi du constat que le vote dans la démocratie représentative n'a que peu de sens, que la démocratie représentative ne représente pas ce que pensent les gens. Il serait nécessaire, pour que le résultat du vote démocratique représente vraiment ce que pensent les gens, que ceux-ci puissent déterminer ce programme eux-mêmes, en délibérant de celui-ci point par point. Il faudrait alors supprimer les élections de candidats au gouvernement, et les remplacer par des délibérations collectives sur des actions politiques précises. L'Etat ne serait plus le lieu du gouvernement. Il deviendrait alors une simple structure administrative, sans pouvoir politique ou décisionnel, et sans autre but que celui d'appliquer les décisions prises collectivement.

Il n'y a guère que les élitistes, ayant ou désirant avoir la main mise sur le pouvoir, et considérant les gens comme incapables et bêtes, pour tenir aujourd'hui à la démocratie actuellement en place, et s'opposer à une possible amélioration de la démocratie.

Nous considérons au contraire que la société regorge de personnes possédant potentiellement l'intelligence et les connaissances nécessaires pour fonctionner et s'organiser, à tous les niveaux, sans le besoin d'une instance autoritaire chargée de les diriger.

II REFAIRE LA DEMOCRATIE

Nous avons précédemment évoqué quelques axes pour la mise en place d'une démocratie réelle. Il faudra remplacer les élections de candidats par des votes sur chaque point programmatique spécifique. L'Etat sera dépossédé de ses fonctions gouvernementales, il ne sera plus qu'une simple structure d'application des décisions démocratiques. Le parlement sera également remplacé par des assemblées accessibles à tous.

Trouver une forme de démocratie plus avancée suppose de prendre en compte la détermination des problèmes qui se posent et les objectifs que l'on se donne, l'élaboration des plans d'action pour y parvenir, et la mise en application de ces décisions. Cependant, les gens devraient être consultés, que ce soit au niveau de la détermination des problématiques politiques, des mesures à mettre en œuvre, ou des lois à adopter, et disposer d'une possibilité de contrôle sur la mise en application des décisions.

1 Poser les questions de société

Dans la Démocratie réelle, les partis politiques n'auront plus pour vocation l'exercice du pouvoir. Leur activité consistera simplement à développer et diffuser des idées, présenter des mesures, et animer le débat public. Néanmoins, ces activités sont aussi celles de nombreuses associations et collectifs. Il se pourrait alors que les partis coexistent avec, ou se dissolvent dans, ce type d'organisations. Il est néanmoins difficile d'imaginer la suppression des partis politique au sens large, c'est à dire de regroupements de personnes autour de conceptions communes et s'organisant pour défendre leurs intérêts. Les convergences de positions persisteront nécessairement, ainsi que la dynamique des Hommes à se regrouper et à agir. Ainsi, on constaterait davantage une évolution de la forme et de l'activité des partis, plutôt que leur disparition. On observerait aussi plus de porosité dans les appartenances politiques.

2 Décider

Les mesures, les lois et les projets seront votés par les gens eux-mêmes. Ce qui implique, par exemple, la suppression du parlement tel que nous le connaissons et son remplacement par des assemblées ouvertes à tous, dans lesquelles ces projets seront débattus avant délibération. Les décisions à prendre concerneront la mise à l'ordre du jour de certains sujets, les conclusions que l'on en donne, et le choix d'un plan concret d'application. Chaque projet politique respectera ces étapes et sera donc le fruit d'un suivi démocratique à chaque étape significative de son avancée.

3 Appliquer les décisions

L'Etat, le gouvernement, le pouvoir exécutif, seront remplacés par une administration efficace chargée de la mise en œuvre des décisions démocratiques. Cette administration n'aura donc aucun pouvoir décisionnaire, et ses membres seront révocables et soumis à un contrôle démocratique serré, dans le but de garantir la mission de service public de l'administration contre les éventuels abus de pouvoir qui pourraient y avoir cours, l'instrumentalisation politique qui en serait fait ou l'émergence d'un pouvoir technobureaucratique.

4 Elaborer des plans concrets d'application

En ce qui concerne l'élaboration des plans d'application des mesures démocratiques, des comités de recherche interdisciplinaires seront constitués. Ces comités seront en liens avec des associations de société civile. Dans le but de limiter l'effet d'autorité des experts, plusieurs groupes de recherche seront constitués et mis en concurrence les uns avec les autres (ce ne sera pas une concurrence pour

l'accès à l'existence, comme cela est le cas dans la société capitaliste, mais une concurrence à la création d'une situation qualitativement meilleure). Cette pluralité de comités concurrents permettra la circulation des savoirs scientifiques, et contribuera à déterminer ce qui est scientifique de ce qui relève de l'ineptie. La durée des recherches sera à déterminer démocratiquement. Elle devra néanmoins être suffisamment longue pour être consistante, et suffisamment courte pour que les gens se sentent toujours concernés. A la date butoir, les propositions programmatiques des comités seront soumises au vote et ensuite mis en application par l'administration.

5 Les cas d'urgence ?

Il faudra envisager une solution pour les cas d'urgence (séisme, ouragan, raz de marée, catastrophe pétrochimique et nucléaire, etc.). On pourra éventuellement élire un comité spécial chargé de décider dans ce type de cas. Il n'aura aucun pouvoir la majeure partie du temps, et n'interviendra qu'en cas de catastrophe. Les membres de ce comité seront renouvelés régulièrement et révocables à tout moment, si ce n'est peut-être, lors des cas d'urgence.

III LIMITES ET APPORTS DE LA DEMOCRATIE REELLE

1 Tout changer pour ne rien changer ?

La première limite perceptible de la démocratie réelle serait le fait de tout changer pour ne rien changer. C'est-à-dire que les changements formels n'entraîneraient pas de changements substantiels. La structure idéologique et culturelle de la société, ainsi que la répartition des postures politiques, se trouveraient inchangées. A cette première objection, il convient de répondre que la forme et la substance sont bien souvent interdépendantes. Ainsi, un changement de la forme du pouvoir impliquerait certains changements au niveau de la pratique de la démocratie et des contenus politiques qui s'y développent.

2 Développement d'une capacité des gens, du sens de la communication, de l'autonomie et de la responsabilité

A travers la démocratie réelle se ferait tout d'abord l'apprentissage d'une capacité, en l'occurrence, d'une capacité des gens à décider du devenir de leur monde, d'une capacité à construire leur société, à faire de leur propre histoire. La démocratie réelle permettrait également de renouer avec une communication véritable et de la développer. La communication ne se résumerait alors pas à un phénomène marchand, visant à annoncer l'existence d'une chose et à produire une attraction envers celle-ci. Elle impliquerait et favoriserait les phénomènes de reconnaissance interpersonnels et les démarches réflexives critique de recherche de vérités au-delà des idées reçues. Enfin, du fait de la dissolution du gouvernement et de son remplacement par la délibération collective, la Démocratie Réelle serait le lieu d'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité collective. On ne sera plus dans la situation de désigner un dirigeant dont on sait qu'il ne résoudra pas les problèmes de la société, contre lequel sera dirigée une insatisfaction passive, mais néanmoins confortable. On sera dans le contexte d'une société en débat avec elle-même. Chacun sera confronté à l'expérience de se déterminer soi-même, de prendre ses décisions en connaissance de cause et d'assumer ce à quoi elles engagent. Il y aura ainsi une chance que le vote prenne un autre sens que celui de la démocratie de marché, dans laquelle il ne se résume le plus souvent qu'à des simples questions de préférence existentielle.

3 La démocratie réelle n'aboutit pas mécaniquement au Socialisme

Bien entendu, même si la Démocratie Réelle comporte bien des éléments empruntés Fédéralisme Anarchiste ou au Communisme de Conseil, même si elle remplace « le gouvernement des hommes par l'administration des choses », n'aboutira pas mécaniquement au Socialisme, même sous ses versions les plus diverses. Les socialistes de toutes les tendances devront continuer à lutter pour défendre leurs positions. Mais ils le feront dans un contexte quelque peu différent. Dans le contexte d'une société confrontée à elle-même, et non plus une société asservie par une instance officiellement autoritaire, vers laquelle sont tournées les colères et les désirs de prestige et de pouvoir. Dans un contexte où la décision a été prise de se défaire d'une structure faussement démocratique, organisée pour servir les intérêts des élites industrielles et financières et non ceux des gens. Dans un contexte où seul un véritable élan collectif aura été capable de se défaire de l'ancien système et de produire un mode de fonctionnement plus adapté aux besoins des gens en termes de démocratie. Les socialistes devront donc lutter dans un contexte qui leur est plus favorable que celui de la démocratie représentative, dans un contexte où auront été posées de nombreuses bases contenues dans leurs revendications.

4 Pouvoir, capital et résurgence de la domination économique ?

Cependant, le fait que le pouvoir décisionnel soit déplacé de l'Etat à la société civile ne préserve pas la démocratie de l'hégémonie des classes économiques dominantes. Ainsi, il se pourrait que la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique car elle disposerait, comme elle en dispose aujourd'hui, des moyens financiers permettant de mettre en place une propagande de masse efficace. Les gens voteraient toujours « librement », mais à travers ce vote, on ne ferait que constater, comme on le constate aujourd'hui, l'influence diffuse des classes dominantes.

5 Partis politiques et limitation du pouvoir

Pour éviter qu'un parti ou qu'un groupe de partis ne s'installe et ne s'accapare le pouvoir, il sera nécessaire de repenser la question des financements des partis politiques et la distribution du temps de parole, notamment en période de campagne. La question de la distribution des moyens de campagne, des espaces d'affichage, des temps de parole, pour être véritablement démocratique, ne devrait pas être simplement posée en termes d'égalité, mais davantage en termes d'équité. La raison est que les gros partis, ceux qui exercent régulièrement le pouvoir au niveau local, régional ou national, font la démonstration quotidienne de leur politique. Ainsi, leur pratique fait en quelque sorte office de démarche explicative d'une grande partie de leur programme. Quand aux petits partis, ils se retrouvent souvent disqualifiés par méconnaissance, du fait que leurs positions sont méconnues et qu'ils n'exercent pas une fonction administrative, l'un étant lié à l'autre. Il se dessine un cercle vertueux du pouvoir pour les grands partis et un cercle vicieux de mise à la marge pour les petits partis. Ainsi, lors des campagnes, les petits partis devraient disposer au moins d'autant (sinon de plus) de moyens, de temps et d'espace. Il serait juste que les moyens financiers attribués aux partis soient plafonnés à un certain seuil, qui serait soit égal pour tous, soit déterminé de manière inversement proportionnelle à leurs victoires électorales. Une instance indépendante aurait la charge de collecter un ensemble de contributions et de les redistribuer de manière équitable, d'équilibrer les temps de parole et les espaces d'affichage. Cette répartition pourrait, par exemple, s'organiser de la manière qui suit : le dernier parti vainqueur devrait avoir un temps et occuper un espace 2 fois inférieur à son concurrent direct et au précédent parti vainqueur, 3 fois inférieur au précédent second et 4 fois inférieur à celui des autres partis. Tout ceci aurait pour but de permettre la circulation du pouvoir, et ainsi de contrer les effets de cristallisation qui se mettent en place avec le temps, et la monopolisation qui en est faite aujourd'hui.

6 Despotisme de la majorité ou respect de minorités ? Réflexion sur l'implication des gens dans les processus de décision

Dans une démocratie réelle, il se pourrait aussi la majorité puisse exercer une domination sur les minorités. Le fait que l'ensemble des gens décide directement de tous les problèmes politiques pourrait aboutir à un empiètement sur le respect des différences. Ce serait une forme de tyrannie qui aurait pour conséquence une homogénéisation de la population en fonction de la majorité. Pour contrer cela, on pourrait dire que les décisions devront être prises par les acteurs concernés, et que les questions qui impliquent une réponse dans la diversité devront être appliquées de manière proportionnelle. Par exemple, la question du mariage homosexuel ne devrait concerner que la communauté homosexuelle, les questions alimentaires devraient être posées dans la considération des régimes spécifiques, qu'ils soient médicaux, culturels, éthiques ou religieux. A l'inverse, la question de l'implantation d'une centrale nucléaire ne devrait pas être posée à l'échelle d'une ville, d'une région, d'un Etat, mais à une échelle mondiale. La raison en est que le risque encouru par la possibilité d'une catastrophe technologique, ou par l'impossibilité de traiter les déchets, est un risque qui s'applique au niveau mondial. Il existe bien des différences d'intensité du risque. On n'est pas exposé de la même manière à proximité d'une centrale ou d'une zone d'enfouissement des déchets nucléaire que si l'on se trouve à l'autre bout de la planète. On ne peut donc pas imposer la présence d'une centrale à une population qui n'en veut pas. Ainsi, si l'on décide qu'une centrale peut s'installer, il faudra que son emplacement soit déterminé en fonction des localités prêtes à encourir ces risques. Il faudra permettre aux gens qui ne veulent pas les encourir de déménager gratuitement et leur retrouver un emploi similaire là où ils déménageront. Ce schéma d'autorisation mondiale et de volontarisme local pourra se décliner à d'autres problématiques liées aux complexes technologiques et industriels.

7 Risque de surcharge

Il existe un risque de surcharge lié à la mise en place de la démocratie réelle. On entend souvent que les gens n'auraient pas la motivation de se déplacer toutes les semaines au bureau de vote. Dans ce cas, la démocratie réelle devra être mise en place par étapes. Contrairement à certaines tendances autogestionnaires, nous pensons qu'il est préférable qu'elle soit d'abord mise en place au niveau global, plutôt qu'au niveau local. La raison est que les décisions les plus importantes, que ce soit à partir de l'époque des Etats Nation, et bien plus à l'ère de l'interdépendance mondialisée et du risque environnemental et technologique majeur, sont prises à des échelons globaux et non locaux, tandis qu'elles ont un impact direct sur les différentes localités. Le local n'a pas prise sur ce qui se passe ailleurs mais en subit les conséquences. Ainsi, il y a de nombreuses décisions qui nécessitent une concertation globale, sans quoi elles restent le fruit des intérêts particulier d'une petite élite disposant de moyens d'intervention à grande échelle.

8 Du temps de travail en période décisionnelle

Travailler à temps plein ne permet pas de prendre le temps de la réflexion nécessaire à une décision aussi importante que celle des grands projets concernant l'avenir d'une société. Disposer de temps libre serait nécessaire pour se donner la possibilité de réfléchir, de lire, de s'informer, de s'exprimer, de communiquer, d'assister et de participer aux différents meetings et débats publics. L'activité professionnelle devrait ainsi être réduite de manière conséquente à l'approche des périodes délibératives afin que les gens puissent avoir une conception avancée du sujet dont il est question, de ses enjeux, de ses limites et des différentes possibilités qui s'offrent à eux.

9 Risque que la raison technico-formelle prenne le pas ?

Il existe un risque que la raison instrumentale, technique et formelle continue de s'imposer comme forme et outil de la domination dans une société où le pouvoir aurait été donné aux gens. Par la pratique quotidienne de certaines activités ne prenant en compte que l'adéquation des moyens par

rapport aux fins, comme c'est le cas dans le travail organisationnel et stratégique, nous aboutirions à une sorte de technocratie diffuse. Ce serait une société où le pouvoir dépersonnalisé ne s'articulerait plus qu'autour de la technique et des règlements, où, au fond, on ne débattrait que sur des questions concrètes et formelles, et où l'on considérerait comme sans valeur et superflue la discussion des questions éthico-philosophiques.

Ce risque pourrait tout d'abord être contrebalancé par le fait que malgré tous leurs efforts, les sociétés technobureaucratiques ne sont jamais parvenues à empêcher que ces types d'interrogations n'émergent. Elles les ont parfois reportées, discréditées, niées, neutralisées, ou réprimées, mais ces interrogations ont toujours resurgi soit lorsque les régimes en place parvenaient à réaliser le bien être et la pérennité de la société, soit lorsqu'ils se trouvaient dans l'incapacité de les assurer.

Il le serait ensuite parce que nous nous trouverions dans une situation où les gens devraient déterminer eux-mêmes leurs buts, leur devenir. Ils ne se les verraient plus imposés par aucun gouvernement, ni aucun complexe industriel ou financier. Ils auraient à prendre des décisions sur des aspects multiples de l'existence qui engageraient nécessairement l'interrogation des présupposés culturels et éthico-philosophiques. Ils devraient non plus seulement se poser la question du comment faire, mais aussi du pourquoi le faire, et par conséquent, interroger le sens qu'ils donnent à leurs actions. De plus, la démocratie n'aboutirait pas nécessairement à une forme de pensée unique. Elle pourrait, au contraire, favoriser la décristallisation des structures idéologiques. Ainsi, la question du « pourquoi » sera toujours à poser.

Néanmoins, il se peut très bien que durant certaines périodes, les questions éthico-philosophiques puissent être écartées, mises à la marge, exclues du débat politique. Pour se prémunir de ce danger, la solution pourrait être le développement d'une culture, d'institutions et d'une éducation allant dans le sens de la valorisation des interrogations philosophiques.

IV CONCLUSION

Si, dans certains de ses aspects, la démocratie réelle ne ferait que refléter des structures de pouvoir diffuses et cristallisées, il est fort à parier qu'elle apporterait également des changements qualitatifs sans précédents, que ce soit en terme d'autonomisation, de communication et d'implication des gens dans la réalisation d'un monde qui se fait pour le moment malgré eux, et même souvent sans eux. Les contenus et les mesures politiques prises seraient également modifiés. Les industriels et les banquiers cesseraient de dicter leur loi. Les moyens de productions pourraient enfin servir les gens et non plus les desservir. Des mesures écologiques sérieuses pourraient enfin être prises, et non bafouées continuellement dans des simulacres de sommets mondiaux. La démocratie réelle ne sera pas pire que la démocratie représentative et le consensus social-libéral qui s'est installé depuis plusieurs décennies, elle apportera même beaucoup plus en terme d'évolution, d'innovation et de créativité que la démocratie actuelle n'en a apportée jusque là. S'il est évident qu'elle n'aboutira pas, par elle-même, à une situation idéale, elle constituera néanmoins un cadre plus favorable pour se diriger vers des changements sociaux pour l'instant bloqués par la nécessité de choisir entre le programme du centre gauche et de la droite. Ce sera ensuite la tâche des forces progressistes de peser sur le cours des choses, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, pour réparer les dégâts causés par la domination et entraîner la société vers une amélioration constante de la qualité de l'existence.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES 2012

Dans cet article consacré aux élections présidentielles de 2012, nous nous concentrerons sur les partis qui développent selon nous des postures véritablement spécifiques.

La première partie de notre analyse sera consacrée aux droites, et se concentrera sur les trois partis principaux que sont l'UMP, le FN et le MoDem.

La seconde partie sera consacrée aux gauches et parlera tout d'abord du PS, même si nous avons hésité longuement sur le fait de les inclure dans la partie consacrée aux gauches. Nous parlerons également des Verts, du Front de Gauche, de Lutte Ouvrière, et enfin du NPA.

Nous n'accorderons ainsi que peu d'importance à des partis comme « République Solidaire » de Dominique de Villepin (intermédiaire entre l'UMP et le MoDem), « Debout la République » de Dupont-Aignan (intermédiaire entre le FN et l'UMP), « CAP 21 » de Corinne Lepage (simple programme écologique pouvant servir de porte de sortie à n'importe quel parti de droite à l'avenir), « Solidarité et Progrès », le parti extra-terrestre de Cheminade, ou encore « Blanc c'est exprimé ! », de Gérard Gautier, auquel nous consacrerons tout de même quelques lignes pour féliciter l'originalité de sa démarche, tout en mettant en avant sa limite. Nous parlerons de ces partis dans la troisième partie, intitulée « oubliettes ».

I LES DROITES

UMP

La politique de l'UMP à été un désastre durant 5 ans et le programme proposé pour les élections de 2012 s'inscrit dans la continuité de ce qui a précédé. Il s'agit de poursuivre son entreprise de casse sociale, sa logique de légitimation de la xénophobie, son écologisme de surface qui ne fait absolument pas illusion et qui menace l'ensemble de la biodiversité, tout cela pour faire quelques cadeaux aux riches. Il n'y a, dans ce programme, aucune perspective d'amélioration de la situation présente. Ce parti est véritablement dangereux. S'il continue d'être au pouvoir, la situation va vite devenir invivable pour de plus en plus de personnes. Sarkozy et sa clique de capitalistes cyniques doivent dégager pour de bon !

FN

Nous avons déjà rédigé, il y a quelques mois, un article détaillé intitulé *l'extrême droite contemporaine*, où nous expliquions en détail pourquoi le FN représente une impasse et une imposture. Quiconque ne s'est pas arrêté au discours démagogique de marine lepen, mais a pris la peine de regarder son programme, constate qu'a part quelques mesures en faveur du service publique, dont on doute qu'elles seraient mises en application, il s'agit d'un véritable programme de droite, un programme d'exploitation des travailleurs en faveur du patronnât. Que pourrait-on attendre d'une héritière de multimillionnaire. On constatera aussi que le FN n'a rien perdu de sa xénophobie. A moins d'être nostalgique des conditions de vie des travailleurs du XIXème siècle, il n'y a rien à espérer de ce parti. Nous le répèterons encore, le FN cherche à exalter la haine des pauvres travailleurs et chômeurs français envers les étrangers, tout cela pour redonner le pouvoir à une bourgeoisie nationale déshéritée par la mondialisation économique. Le FN défend sa posture bourgeoise par l'idée du mérite. Le patronnât gagne beaucoup parce qu'il est méritant, les ouvriers sont moins méritants et gagnent donc moins. Quelle hypocrisie de la part d'un parti à la tête duquel se trouve une héritière à qui l'on a donné toutes les cartes pour arriver là, et où une personne exerçant une profession intellectuelle se retrouve cadre en quelques semaines, alors que des ouvriers militants de longue date n'y parviennent quasiment jamais. Pire encore, le FN se veut apparaître aujourd'hui comme un parti Républicain, mais continue

en coulisses de se revendiquer de l'OAS (organisation armée secrète), une organisation terroriste qui avait pour but d'abattre la république de De Gaulle afin de poursuivre la guerre d'Algérie. Il contient également dans ses rangs des adorateurs du reich, des anciens du GUD et d'Occident qui continuent d'entretenir des liens avec les groupuscules d'Ultra Droite. Voici la preuve que le FN est loin d'être aussi fréquentable que ce qu'il essaie de faire croire. Si l'UMP est un parti dangereux, le FN est encore bien pire. Quand bien même on souffre de la crise ou de l'insécurité, il est difficile de comprendre ce qui peut justifier le fait de soutenir ce parti abominable !

MODEM

Un bon petit parti de centre droite apparemment humaniste et se prétendant au dessus des clivages politique gauche/droite. Voici l'image du MoDem que François Bayrou tente de donner. Mais il ne faut pas être dupe. Une politique au-delà des clivages gauche/droite, cela n'existe pas. François Bayrou, en bon héritier des traditions de politique pragmatique, et notamment du Blairisme, tente de jouer sur l'image du politicien responsable, défenseur de la vérité, de la raison pure et logique. Mais on connaît bien la logique du Blairisme. Le parti travailliste de Tony Blair, pourtant issu de la gauche, et dont s'inspire également le PS, a été bien plus libéral que ses prédécesseurs. Sous prétexte d'une logique d'émancipation vis-à-vis des déterminismes de classe et communautaires, la politique de Blair a été une véritable entreprise de casse sociale et de restauration des vieux déterminismes de classes, avec toutes ses inégalités et ses injustices. Le programme économique du MoDem est bien un programme de droite, un programme néolibéral. Il s'agit d'une politique de gestion de crise et d'austérité.

Mais à la différence de Sarkozy et de sa politique cynique et décomplexée, François Bayrou représente la vieille droite conservatrice, la droite des valeurs, du retour à l'ordre moral. Cependant, la conception de la morale de la droite humaniste, qui est héritée du catholicisme, comprend de sérieuses limites. La morale catholique est une morale qui se projette dans l'universel, et nie les différences historiques, biographiques, sociales et culturelles. Elle s'impose à ceux qui ne partagent pas les conditions de vie favorables de ceux qui tentent de la promouvoir ou de l'imposer. Autrement dit, ceux qui s'enrichissent dans la société capitaliste vont imposer leurs règles de « bonne conduite » à ceux qui s'y appauvrissent. C'est une conception qui tente de justifier la misère, et de réprimer à la fois les manifestations de refus de ces conditions de vie intolérables, et les comportements « immoraux » de survie.

Enfin, une politique basée sur la croissance avant tout ne peut être écologique, quand bien même on prendrait en compte les efforts constatables dans le programme du MoDem. La problématique écologique, lorsqu'elle est vraiment prise au sérieux, ne se limite pas à une sorte de capitalisme vert, mais implique une réduction drastique des activités humaine et une réorientation de la production vers la durabilité maximale. Ainsi, le MoDem, en dépit de ses bonnes intentions, s'inscrit dans la logique des accompagnateurs du capitalisme transnational et de la dégénérescence globale.

II LES GAUCHES

Parti Socialiste

Peut-on encore dire que le PS est socialiste ? Tout dépend de ce que l'on entend par socialiste. Si l'on pense que le socialisme consiste dans la prédominance du social sur l'économique, alors non, le PS n'est pas socialiste. Le PS est favorable à un libéralisme social, c'est-à-dire à quelques aménagements sociaux permettant au libéralisme de continuer sa route. Il s'agira de taxer en douceur quelques taux de profits élevés, afin de permettre au capitalisme de ne pas s'effondrer, ou disons, de ralentir son effondrement. C'est une politique de gestion de crise et de récession. Le PS fait preuve de démagogie dans son discours lorsqu'il se prétend du côté des gens contre le monde de l'argent. François Hollande se pose en adversaire du monde de la finance devant les caméras, et s'empresse en

coulisse de rassurer les cartels financiers. De plus, la gestion politique des mairies, des départements et des régions, a encore une fois démontré la tendance à la droitisation du PS, ainsi que son manque de courage politique. On a ainsi vu le PS dérouté face à la politique de la droite relative à la mise en place des résidences sociales, véritables centres crypto-pénitenciers.

On a aussi pu constater, d'une part, le silence et l'inactivité du PS vis-à-vis de la montée actuelle du FN, et d'autre part, son hésitation en ce qui concerne le fait d'agir en faveur de la réquisition des logements vides pour les familles sans-papiers lors des plans grand-froid. Si, au niveau des mairies et des collectivités locales, le PS est incapable de se positionner contre la politique anti-sociale et xénophobe de l'Etat, se contentant de le dénoncer comme seul coupable et décidant de fermer les yeux, il ne fait nul doute qu'il fera de même au niveau international, qu'il reculera vis-à-vis du monde de l'économie et de la finance. François Hollande et son gouvernement auraient-ils au moins le courage de rétablir le départ à la retraite à 60 ans ? On en doute vraiment !

Par contre, il est certain que le PS fera de nombreux efforts pour favoriser le développement des divertissements culturels en tout genre.

C'est ce manque de courage politique, cette incapacité à s'attaquer sérieusement aux problèmes fondamentaux qui se posent à l'humanité, qui rendra également la politique du PS en matière d'écologie limitée et inefficace. Ce n'est pas en se limitant au développement de l'industrie des énergies renouvelables ou de l'isolement thermique de l'habitat, et en proposant une faible réduction de la part de l'énergie nucléaire, que nous repasserons en dessous du seuil de l'empreinte écologique avant que n'arrivent des catastrophes irréversibles. La politique du PS n'apportera pas de véritables avancées. Le seul intérêt d'une éventuelle élection du PS résiderait dans le fait de gagner du temps pour construire une opposition de gauche un peu plus consistante que ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour finir, nous évoquerons la dimension antidémocratique qu'a pris le PS, en ce qui concerne les consignes données aux maires du parti de ne pas donner de signature aux candidats des autres partis notamment de gauche. Cette stratégie de victoire s'oppose directement à la conception démocratique selon laquelle les idées doivent pouvoir s'exprimer librement. Cela signifie que la stratégie de conquête du pouvoir passe avant l'expression des convictions politiques. Le PS s'est ainsi trahi en dévoilant son véritable visage !

Europe Ecologie les Verts

Les Verts développent un programme écologique encore quelque peu timide, mais lucide et cohérent, qui s'articule de mieux en mieux avec une posture de progrès social. Ils se positionnent ainsi en dignes représentants du mouvement Altermondialiste. Nous regretterons tout de même qu'ils ne développent pas un plan concret de lutte contre les pratiques d'obsolescence programmée dont nous serions curieux de connaître les possibilités d'application. Nous regretterons aussi que les Verts se cantonnent toujours à une tradition institutionnelle et une politique libérale. Nous pouvons comprendre sa logique institutionnelle, les Verts étant un parti qui s'est construit en lien avec de nombreux réseaux associatifs et de nombreuses initiatives de volontarisme individuel, allant dans le sens d'un développement de pratiques et de modes de vies qualitativement différents du modèle occidental dominant. Nous comprenons aussi les raisons qui motivent les Verts à se diriger vers une sorte de libéralisme moralisé, de capitalisme à visage humain, plutôt que d'adopter une posture antilibérale et anticapitaliste. Ces raisons se trouvent moins dans une sorte de rationalité politique que dans la structure de classe sociale propre aux militants des Verts et à son électorat. A quelques exceptions près, il s'agit majoritairement de personnes issues de classes moyennes, travaillant dans le champ culturel et scientifique. On pourrait également parler de l'influence du libéral-libertaire Dany Cohnbendit. De ce fait, les préoccupations principales des Verts ne sont pas celles de l'élimination de la logique concurrentielle sur le plan économique, de l'adoucissement de la lutte pour l'existence. C'est dommage !

« L'Humain d'abord ! », « Prenez le pouvoir ! », voici les deux principaux slogans de la campagne électorale du Front de Gauche. Mais qu'est ce que cela signifie ? Y a-t-il un contenu derrière ces énoncés ou s'agit-il de coquilles vides ?

« L'Humain d'abord ! », d'accord, mais après quoi ? L'argent, les intérêts des multinationales et du monde de la finance ? C'est une évidence, et nous ne étendrons pas encore une fois sur ce sujet ! La Nature, la biodiversité ? Évidemment non ! Le programme du Front de Gauche sur le plan de l'écologie est significatif d'une prise de conscience (tardive ?) du fait que l'Homme est partie prenante de la biodiversité, qu'il ne peut vivre sans elle, et qu'il est par conséquent nécessaire pour les socialistes de penser l'écologie comme une problématique au cœur de la réflexion sociale. Cependant, malgré tous ses efforts au niveau de l'écologie, le Front de Gauche reste dans l'incapacité de se résigner à une sortie rapide du nucléaire, notamment du fait que le PCF oppose des résistances à ce sujet. A croire que la catastrophe de Fukushima ne leur a rien appris. Cette catastrophe ne peut se limiter à des problèmes de sécurité dans les centrales. De plus, et quand bien même on arriverait à rendre les centrales totalement fiables (idée qui prend aujourd'hui un caractère chimérique), reste le problème, encore non résolu, du traitement des déchets nucléaires. On se contente de les enfouir dans le sol, en attendant une solution providentielle venant de la science. De nombreux sites ne sont de plus pas balisés, et on ne sait pas si ceux qui le sont aujourd'hui le seront encore d'ici 100 ou 200 ans. On s'expose, et on expose surtout ceux qui viendront après nous, au danger de contamination radioactive des organismes, des sols et des eaux. Si encore le Front de Gauche proposait d'engager immédiatement un vaste programme de recherche scientifique de traitement des déchets nucléaires, qui aboutisse à des solutions rapides et efficaces, peut-être pourrait-on envisager la possibilité de discuter sur l'avenir du nucléaire. Mais ce n'est, hélas, pas le cas aujourd'hui.

Ensuite, « L'Humain d'abord », mais quel humain ? Est-ce l'humain considéré sur le plan purement fonctionnel, qui a besoin de boire, de manger, de dormir, de se loger, de se soigner, ou est-ce l'humain considéré à la fois sur le plan physiologique et culturel. Il y a en effet différentes manières de manger, de boire, de dormir, propres aux différentes cultures. La vie d'une personne ou d'une société, de plus, ne se limite pas à ces fonctions élémentaires. Sur ce point, le discours que Jean-Luc Mélenchon développe, et oppose notamment au FN, est quelque peu rassurant. Il contrebalance en partie le passé conservateur et raciste du PCF, notamment envers les travailleurs migrants. Contrairement à la logique du PS, le Front de Gauche a engagé une campagne poussée contre le FN, et contre toutes les formes de racisme et de discriminations. La conception de la laïcité du Front de Gauche, qui s'oriente vers la liberté culturelle, est significative d'une démarche d'ouverture et de respect de l'autre, qui dissonne avec les autres versions de la laïcité du centre et de la droite, qui traduisent davantage au mieux l'effacement des différences, au pire, une manière déguisée de valoriser un certain conservatisme religieux.

Il n'empêche que le programme politique du Front de Gauche reste essentiellement législatif, pour ne pas dire réformiste. Il s'agit de créer une « VIème République », de rédiger une nouvelle constitution, de promulguer des lois, des décrets, de développer des cadres institutionnels nouveaux, plus favorables aux petites gens ; ce qui est très bien, mais comporte une limite assez claire. A quoi bon créer des cadres institutionnels à tout va s'ils ne correspondent pas à une pratique sociale effective ? Et si une telle pratique en rupture avec la domination sociale et culturelle du capital existe effectivement, quelle est elle ? Quels en sont les traits significatifs ? A quoi bon appeler les gens à prendre le pouvoir, vouloir donner le pouvoir au peuple, si l'on ne met pas en avant ce qui le constitue comme fondamentalement de gauche, ce qui le distingue qualitativement des élites capitalistes ? A quoi cela peut-il aboutir si ce n'est à la résurgence de structures de pouvoir analogues ?

Le Front de Gauche, héritier lointain d'une tradition léniniste, aujourd'hui heureusement pacifiée, reste dans une logique de parti de masse. Cela signifie qu'il considère toujours les militants comme une avant-garde éclairée chargée de diriger les masses, et fonctionne sur une logique de délégation, que l'on constate notamment lorsque l'on compare le nombre d'adhérents, qui financent les partis du Front de Gauche sans jamais se rendre sur le terrain, et le nombre de militants véritablement actifs. Cependant et heureusement, il n'y a aujourd'hui pas de « masse » à diriger. Nous ne sommes plus à l'époque du Parti Communiste rayonnant et du puissant mouvement ouvrier. A cette époque, il y avait dans la classe ouvrière une véritable culture, une véritable autonomie qui s'opposait radicalement à la

domination de la classe capitaliste. Elle est loin l'époque où le PC revendiquait plus de 100 000 militants, et plusieurs centaines de milliers d'adhérents, où il faisait des meetings de plusieurs dizaines de milliers de personnes et plus de 20 % au premier tour des élections. Aujourd'hui, le PCF est obligé de s'allier à d'autres forces de gauche afin de se maintenir. Il ne faut par conséquent pas se leurrer sur l'engouement actuel autour du Front de Gauche. Une grande partie de son succès ne provient pas de son programme ou de son activité, mais du phénomène charismatique qui s'est développé autour de Jean-Luc Mélenchon. Bien que nous ne doutions pas de ses bonnes intentions, il se retrouve entraîné, ainsi que l'intégralité du Front de Gauche, dans un processus à risque. En effet, dès qu'un personnage charismatique émerge et devient le socle d'une opposition politique, la survie de l'organisation dépend de plus en plus de lui. Lorsque le chef se retire, l'organisation centralisée autour d'un leader charismatique se retrouve généralement embarquée dans des luttes de pouvoir intestines et des scissions récurrentes qui finissent pas la disloquer complètement. De plus, la prise de pouvoir se révèle inefficace sans l'activité d'une population autonome. Les seules alternatives dans ce type de situation résident soit dans l'abandon du pouvoir, soit dans l'exercice d'une politique répressive. Sur la question du pouvoir, le Front de Gauche devrait ainsi abandonner sa logique léniniste et s'inspirer par exemple, de la manière dont les mouvements écologistes et altermondialistes ont réussi, à partir de l'appui sur un vaste réseau associatif, ainsi que sur une logique de volontarisme, à influencer d'abord sur les pensées et les pratiques quotidiennes de nombreuses personnes, pour finalement rendre leurs problématiques incontournables sur le plan politique. Le développement d'un programme écologiste au sein des organisations de gauche représente ainsi une victoire du mouvement écologiste. Au lieu de se poser comme un corps intermédiaire entre l'Etat capitaliste et les gens, de flatter et de plaindre ces derniers comme étant les innocentes victimes du système, et au final de devenir une structure autoritaire et dirigiste les maintenant dans l'impuissance et la délégation constante du pouvoir, le Front de Gauche devrait également accorder davantage d'attention au développement de l'autonomie. Pour cela, il suffirait de s'intéresser davantage aux expériences des mouvements libertaires, des Maoïstes Français, ou encore de celles de l'auto-organisateur Américain Saul Alinsky. Ces expériences constituent en effet un héritage historique incontournable. Elles ont accordé beaucoup d'importance à ce que pensent et font les gens. Elles ont cherchées à leur donner la parole plutôt que de parler en leur nom, et ont également œuvré dans le sens de la construction d'une capacité d'auto-affirmation, de résistance et d'auto-organisation. Ainsi, si elles veulent vraiment construire une société socialiste ou communiste, les organisations du Front de Gauche devraient davantage s'intéresser aux apports des mouvements d'émancipation, plutôt que de se complaire dans la posture arrogante de l'organisation de masse qui méprise ces mouvements sous prétextes que ceux-ci ne recueillent pas l'adhésion électorale d'une partie importante de la population.

Lutte Ouvrière

Il n'y a que peu de choses à dire sur LO. Il s'agit d'un bon programme social allant dans le sens du travail, quelle que soit l'origine ethnique des travailleurs, contre le capitalisme industriel et financier. LO défend entre autre la reconstruction d'un service public de qualité, et développe la posture la plus progressiste, parmi les partis politiques représentés électoralement, sur la question des régimes de retraites, qui consiste dans l'alignement sur les régimes les plus favorables (37.5 annuités et départ à 60 ans). Il est néanmoins dommage que la réduction du temps de travail hebdomadaire ne figure pas dans leur programme. LO défend également le contrôle démocratique des entreprises par les travailleurs, qui constitue une étape importante du processus d'émancipation et d'autonomie, largement laissé pour compte par une grande partie de la gauche au profit de la délégation du pouvoir. Un paradoxe flagrant apparaît d'ailleurs sur la question de l'autonomie au regard du fonctionnement interne de LO. Il s'agit d'une organisation de type « vieux léninisme », fortement centralisée, doctrinaire, disciplinaire et sacrificielle. L'engagement dans LO est une forme de sacerdoce. Le militant doit vouer sa vie au parti et sacrifier le reste : loisirs, vie sociale, vie familiale. Mais le plus préjudiciable en ce qui concerne la posture de LO reste son positionnement sur la question écologique. Le social passe d'abord, la question écologique ensuite. Comme si la vie sociale ne dépendait pas des conditions écologiques, comme s'il n'y avait pas d'urgence climatique, ni épuisement des ressources non renouvelables, ni de déchets nucléaires qui s'accumulent et dont nous ne savons que faire. Comme

si la pollution dans les villes n'était pas génératrice de problèmes de santé. Comme si la pollution et l'usage de pesticides dans l'agriculture n'était pas dangereuse pour les travailleurs agricoles et n'influaient pas sur la qualité de l'alimentation. Sur ce point, LO s'enferme dans une posture idéologique complètement dépassée selon laquelle l'écologie serait une préoccupation petite-bourgeoise. C'est un tord ! Il est évident que si l'on ne s'empare pas de la question écologique, il n'y a que la bourgeoisie qui va s'y intéresser, et de ce fait, elle restera une préoccupation bourgeoise. Sur ce point, LO est à la traîne par rapport au reste de la gauche, car même le PCF a fini, certes de manière excessivement tardive, à s'y intéresser.

Nouveau Parti Anticapitaliste

Le NPA est la seule organisation politique représentée aux élections qui ait réussi à synthétiser l'ensemble des revendications de progrès social qui ont émergées à travers l'histoire récente de l'humanité, du mouvement ouvrier prenant ses origines au XIX^{ème}, au mouvement écologique et Altermondialiste des années 90-2000, en passant par les luttes pour l'émancipation des années 60-70. En partant du constat que le capitalisme a entraîné des effets désastreux au niveau social comme écologique, le NPA compte parmi les premières organisations de gauche à avoir reconnu les limites naturelles de la planète et du productivisme, et à avoir réfléchi à une conciliation possible entre progrès social et écologisme. Il s'est ainsi affirmé, au sein du NPA, un courant qui prend le parti de ne pas choisir entre social et écologie, mais de les concilier dans une opposition radicale au capitalisme. Ce courant se nomme Ecosocialisme. Il est notamment porté par le philosophe Michael Lowy. Partant également du constat que le socialisme bureaucratique fut également un échec tant en Russie qu'en Chine ou à Cuba, le NPA s'intéresse également aux réflexions des mouvements libertaires sur la démocratie autogestionnaire et l'autonomie des mouvements d'opposition. Partant encore du constat des limites rencontrées par les mouvements d'émancipation des années 60-70, le NPA tente de donner un second souffle à ces mouvements, et s'intéresse également à l'héritage laissé par les penseurs de l'émancipation et de la subjectivité, comme le prouve l'ouvrage posthume et inachevé de Daniel Bensaid, malheureusement décédé (*Le spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*). Il y a, dans ces efforts, de quoi sauver le socialisme de l'impasse dans lequel il s'est retrouvé au XX^{ème} siècle. L'écosocialisme libertaire qui est en germe au sein du NPA et dans d'autres mouvements ou organisations se situant hors du champ électoral, représente l'alternative encore non réalisée de l'histoire, l'expérience qui soit à tenter après que tout le reste ait déjà échoué.

Néanmoins, le NPA est un parti en pleine reconstruction après la dissolution de la LCR, l'arrivée de militants aux expériences nouvelles, puis le départ de certains courants, notamment de l'ancienne tendance bureaucratique électoraliste droitière qui a constitué la Gauche Unitaire et à rejoint le Front de Gauche, ou encore la Gauche Révolutionnaire, groupuscule Trotskyste extrêmement doctrinaire. De plus, le NPA manque encore de cohérence et de maturité. Il est aujourd'hui composé de jeunes et de vieux militants aux expériences, aux visions et aux pratiques très différentes. Il y a ainsi un effort de synthèse et d'assimilation à poursuivre au sein du NPA qui ne pourra se réaliser qu'avec le temps, la maturation et l'ouverture d'esprit. Il est fort dommage qu'il n'y ait pas eu d'effort plus poussé au niveau de l'élaboration du programme pour les élections de 2012, que ce soit sur le plan social ou écologique. Bien qu'un programme très élaboré puisse apparaître rigide et fermé, il aurait suffi de dire que toutes les mesures seraient soumises à la décision démocratique, et non appliquées de manière autoritaire. Le NPA aurait ainsi pu démontrer sa consistance politique, son intelligence, et faire preuve de plus de crédibilité. Mais l'important dans la situation actuelle n'est pas le programme.

La France, dans l'état actuel des choses, est un pays ingérable. Elle est ingérable en fonction de l'hégémonie du capitalisme au niveau local comme international. Pour que quelque chose soit possible ici, il est également nécessaire que les choses évoluent ailleurs, d'où les postures internationalistes du NPA. Mais l'impossible gestion de la France n'est pas la seule raison qui pousse le NPA à adopter une posture non gouvernementale. En vertu de ses positions libertaires, le NPA n'est pas un parti de gouvernement, mais un parti qui vise le développement d'une capacité autonome et combative des populations exploitées, opprimées, fragilisées, et réduites aujourd'hui à l'impuissance. Sa volonté de supprimer la fonction présidentielle s'inscrit dans l'idée de donner le pouvoir aux gens, de remplacer le gouvernement par un modèle décisionnel collectif et autogestionnaire. La fonction présidentielle

n'est qu'une vieille réminiscence monarchiste, l'expression d'un besoin réactionnaire d'incarner l'autorité suprême dans un personnage charismatique. Ainsi, la société pourrait très bien s'en sortir en remplaçant le « corps physique du roi », l'arbitraire d'un chef charismatique, par l'expression démocratique directe. L'internationalisme opposé au Socialisme dans un seul état ; la démocratie directe et la suppression de la fonction présidentielle opposées à la dictature bureaucratique et autocratique ; l'attention portée au développement de l'autonomie des populations opprimées opposée à la posture d'avant-garde arrogante du parti détenteur de la vérité révolutionnaire absolue ; toutes ces positions constituent autant de signes d'une maturation de la réflexion socialiste, ainsi que de son potentiel de dépassement des échecs du vieux marxisme-léninisme.

Le terrain de prédilection du NPA n'est donc pas le champ électoral. C'est un parti de militants, contrairement par exemple au PCF, qui est davantage un parti de cotisants et de cadres. La logique du NPA réside dans l'intervention dans les luttes sociales. La preuve en est que ce sont le plus souvent les militants du NPA que l'on retrouve dans l'ensemble des luttes sociales : pour la défense des sans-papiers, le droit au logement, le droit des femmes, contre le nucléaire, les plans de licenciements massifs, et dans l'ensemble des mouvements sociaux contre les réformes anti-sociales de l'Etat Français. Contrairement à de nombreuses organisations de gauche, le NPA ne cherche pas à se joindre à ces luttes pour en prendre le contrôle mais pour y favoriser le développement de l'auto-organisation.

En dépit de tous ces progrès, la limite principale du NPA aujourd'hui réside dans sa incapacité d'influer, comme ce fut le cas du mouvement écologique et altermondialiste, au niveau du développement, ou au moins de la valorisation, de pratiques de la vie quotidienne qualitativement différentes, qui se démarqueraient de la culture capitaliste et occidentale. Leur développement constituerait pourtant la base d'un changement révolutionnaire dirigé vers l'amélioration véritable de la condition humaine et la préservation de la nature. C'est donc sur ce point que les militants du NPA devraient travailler s'ils souhaitent mener à bien ce projet.

III LES OUBLIETTES

Nous ne parlerons pas en détail de certains partis tels que « République Solidaire » de De Villepin, « CAP 21 » de Corinne Lepage, « Debout la République » de Dupont-Aignan, « Solidarité et progrès » de Cheminade, ou encore du plus sympathique Gérard Gautier, le candidat de « Blanc c'est exprimé ». « République Solidaire » de De Villepin ne diffère pas grandement du programme de Sarkozy ou de Bayrou. Les seules spécificités notables sont la destruction de l'Université et son remplacement par des pôles d'excellence, ainsi que la mise en place d'un revenu minimum de citoyenneté de 850€, s'accompagnant d'un impôt « symbolique » (!?). « CAP 21 » est la démonstration qu'il existe une écologie de droite, c'est-à-dire consistant à sauver la planète et le capital par l'appauvrissement des petites gens. « Debout la République » de Dupont-Aignan est une sorte de mixture intermédiaire entre le FN et l'UMP, dont il ne peut rien sortir de bon. Que dire de « Solidarité et progrès », le parti des zinzins de l'espace de Cheminade, qui développe par exemple des idées absurdes comme le fait que toute la misère du monde viendrait d'un complot mondial orchestré par la couronne d'Angleterre. Le candidat le plus intéressant des oubliés est sans conteste Gérard Gautier, militant depuis 1989 pour la reconnaissance du vote blanc et le non cumul des mandats. Cependant, cette perspective de reconnaissance du vote blanc apparaît quelque peu absurde. Historiquement, le vote blanc n'a pas été instauré comme un vote de protestation, mais comme un vote d'indécision se rangeant du côté de la majorité. Nous savons que le vote blanc et l'abstention sont instrumentalisés par les politiciens depuis de nombreuses années, l'un et l'autre étant assimilés tantôt à une forme de protestation contre l'ensemble de la politique, tantôt comme une forme d'indécision favorable à la majorité triomphante. Si l'on redonnait son sens historique au vote blanc, il n'est pas sur que l'abstention puisse représenter un point de vue protestataire, et il est certainement plus probable qu'elle soit qualifiée de paresse. Ainsi, il n'y aurait aucun moyen de faire reconnaître les postures de grand refus. Faudrait-il alors militer pour la reconnaissance d'une sorte de « vote noir », d'un vote qui ne se range pas derrière la majorité mais s'exprime contre tout ce qui est proposé en politique ? Où faudrait-il plutôt axer sur la dimension positive, c'est-à-dire permettre aux gens d'exprimer leur position spécifique, ne correspondant à aucune des postures politiques représentées ?

POURQUOI NOUS AVONS SOUTENU LE NPA ET SON CANDIDAT PHILIPPE POUTOU !

Nous avons décidé de soutenir la candidature Philippe Poutou, porte parole du Nouveau Parti Anticapitaliste pour le premier tour des présidentielles. Il y a plusieurs raisons à cela. Les positions que développe le NPA sont similaires aux notes sur de nombreux points.

Tout d'abord, nous soutenons le NPA parce qu'il est absolument nécessaire et urgent, si nous souhaitons qu'il y ait un avenir possible pour nous et pour les générations futures, de sortir du capitalisme et de mettre en place un nouveau modèle de production, plus respectueux de la santé des hommes et de la nature. Parce qu'il est absolument nécessaire d'en finir avec les politiques sécuritaires et répressives, avec la xénophobie, la misogynie, et la misanthropie en général.

Ensuite, parce que nous savons pertinemment que le pouvoir, aujourd'hui, ne se situe pas au niveau de l'Etat, mais dans les rapports de force inhérents aux conflits présents dans la société, et particulièrement au niveau de la sphère économique. Ainsi, sans une inversion de ce rapport de force, sans le consentement et l'implication active dans les luttes sociales d'une large partie de la population, aucun programme de gauche n'a de chance d'être mis en application. Ceux qui s'empareront de l'Etat se retrouveront soit à servir une politique au service des riches, soit dans l'impuissance de mener une politique de gauche. C'est en cela, par exemple, que le Front de Gauche, même crédité de 15 à 18% d'intentions de vote, demeure une impasse. Mélenchon a beau exposer un programme de réformes radicales intéressant, il semble néanmoins muet à la fois sur les moyens de mettre en application ce programme, de faire accepter aux classes dominantes de s'y soumettre, ainsi que sur la question de la capacité du mouvement social actuel à peser dans le rapport de force qui l'oppose au monde de l'industrie et de la finance. Le simulacre de prise de la Bastille est au combien symbolique! La Bastille est un lieu vide, sans pouvoir, tout comme l'Etat. Pour symboliser une véritable prise du pouvoir, il aurait été au combien plus significatif d'occuper le siège du MEDEF. Ce ne fut pas le cas, preuve que le Front de Gauche s'attaque à des leurres et nous baigne dans l'illusion qu'une intervention providentielle de quelques gestionnaires généreux suffirait à améliorer les choses. Nous pensons au contraire que ce changement ne pourra venir que des gens eux-mêmes.

Ensuite, parce que les conceptions du NPA, en ce qui concerne la démocratie, sont très proches des nôtres. Le NPA souhaite en effet supprimer la fonction présidentielle et développer des modes de participation plus directes à la décision. Nous nous accordons totalement avec cette position. Le « président de la république » n'est qu'un symbole, un fétiche. Il est similaire à ces petites statuettes auxquelles les sociétés primitives conféraient des propriétés magiques. Il s'agit d'une figure « charismatique » sur laquelle on projette des caractéristiques exceptionnelles : compétence dans la compréhension globale de la société, et capacité de décision sage et rationnelle. Dans la réalité, de telles figures n'existent pas. Si un président se retrouvait à dialoguer seul face à un ensemble de personnes compétentes dans les domaines de l'économie, du social, des technologies, de l'environnement, de la culture, de la philosophie ou de la géopolitique, il se retrouverait très vite désarmé en matière d'argumentaire. Le président, c'est un appareil, un dispositif. Derrière le fétiche se dissimule tout un ensemble de cabinets d'experts en tout genre qui ont pour tâche d'élaborer des discours et des plans d'action en fonction de systèmes d'intérêts prédéterminés, mais aussi un ensemble de lobbies, de systèmes d'intérêts symboliques et surtout financiers. Le « président de la république » n'est de surcroît qu'une marchandise fétiche. Le candidat à la présidentielle est d'abord une marchandise qu'il faut vendre ! Relookage, travail du style de discours, de l'attitude en public, mobilisation des réseaux médiatiques, boîtes de communication, sont mis à contribution pour permettre la séduction d'un électeur. Plutôt que de s'adresser à l'intelligence des gens, la campagne présidentielle ressemble plus à une série de campagnes publicitaires de différentes marques désirent obtenir des parts de marchés. Pour cela, on présente des types conformistes, des bourgeois en costards, avec de « prestigieux dipôles », des capacités à blablater pendant des heures dans un langage technocratique mêlé à de grands discours sur la France, la république, la liberté, l'égalité la solidarité, tandis qu'ils ne font que les trahir lorsqu'ils sont au pouvoir. Le NPA a le mérite de ne pas tomber dans ce piège. Philippe Poutou n'est pas un de ces politicards professionnels et carriéristes, il

est même loin de ce modèle. Il ne souhaite pas gouverner. C'est nous tous, collectivement, qui devons gouverner. Le NPA ne présente un candidat que pour pouvoir porter ce discours à une large échelle, plutôt que de prôner un abstentionnisme muet et archi-instrumentalisé, comme le font les courants anarchisants.

Nous soutenons également le NPA parce que son projet de société est Utopique. Non au sens qu'il serait irréalisable. Au contraire, il s'appuie sur des données scientifiques tout aussi, voire bien plus fiables, que celles des autres partis. En ce sens, son projet est Historique. Mais il est aussi Utopique au sens d'une capacité à se sortir du présent, de son immédiateté, de ses fausses évidences, d'une capacité de distanciation, d'abstraction, qui permet de stimuler l'imaginaire, de libérer la pensée critique et la créativité, et d'envisager l'éventualité d'autres possibles. En effet, une société sans perspectives de dépassement est une société où il n'y a plus ni volonté ni espérance. Le projet du NPA, au contraire, représente une perspective d'espoir et une possibilité pour la volonté d'entrer de nouveau en action.

Enfin, nous soutenons la candidature du NPA pour l'humour et l'esprit de dérision dont Philippe Poutou et ses camarades ont fait preuve durant la campagne. Combien de fois avons-nous été morts de rire en regardant ses clips de campagnes, ses interview, ses interventions sur les plateaux TV, ou en écoutant ses meetings !!! Or le rire, on le sait, permet d'être en meilleure santé et augmente l'espérance de vie ! De plus, le rire, l'humour, la dérision, n'empêchent absolument pas de tenir des propos sérieux. Il est absolument nécessaire de contrebalancer l'apparent esprit de sérieux et l'attitude austère des professionnels qui se foutent de nous, et doivent bien se marrer en coulisses quant ils entendent que des millions de personnes ont avalés leurs salades ! Il est tout aussi nécessaire d'apporter une autre tonalité que celle des enragés qui tiennent des propos haineux ! La tonalité d'un discours, c'est aussi la tonalité d'une politique et d'une société. Nous ne voulons pas d'une politique et d'une société austère ou haineuse. Nous voulons d'une société joyeuse, d'une politique de la joie !

Pour dégager sarkozy et préparer une opposition de gauche à Hollande ! Pour une révolution sociale écologique et libertaire ! Pour une société joyeuse et une politique de la joie ! Pour un 3ème tour de lutte sociale ! Soutien au NPA et à Philippe Poutou !

ELECTIONS LEGISLATIVES 2012

La présence des gauches dans les parlements permettrait de faire pression sur le PS pour le pousser plus à gauche, notamment sur les questions sociales et écologiques. Ce serait l'occasion de défendre, par exemple, l'amélioration de la qualité des services de santé, de l'enseignement, le retour de la retraite à 60 ans à taux plein, la réduction du nombre de centrales nucléaires, l'amélioration des conditions sanitaires et de sécurité dans les centrales encore en activité, ou encore la validation du mariage homosexuel, et le droit de vote aux étrangers.

Ce sera également l'occasion de lutter contre les politiques xénophobes et humanicides de la droite et de l'extrême droite, face auxquelles le PS se trouve désarmé et extrêmement concéssif. En effet, les élections législatives donneront également l'occasion à l'extrême droite de se rapprocher du pouvoir. Les stratégies d'entée dans le parlementarisme des extrêmes droites européennes, ainsi que leurs convergences ponctuelles avec la droite pour appuyer la mise en place de politiques réactionnaires, nous donnent une indication du danger que ces partis représentent. La convergence UMP/FN, voire MoDem et certains membres du PS, sur les problématiques concernant l'immigration et la répression doit impérativement être contrebalancée par la présence de forces politiques de gauches. La présence d'une opposition parlementaire de gauche relève ainsi de la nécessité humaniste, et même humanitaire, afin de barrer la route à l'extrême droite. L'intérêt d'une présence des gauches sur le plan parlementaire est donc majoritairement défensif. Il s'agit de constituer une sorte de « bouclier social » afin de contrer les avancées de la droite et de l'extrême droite. Il est néanmoins évident que tout ne se joue pas au niveau des élections.

Il ne faudra pas attendre de miracle de la part du gouvernement ou du parlement. Ce n'est pas parce que l'on réussira à bloquer l'avancée de l'extrême droitisation sur le plan législatif, ou même à faire passer quelques mesures de gauche que la situation pourra véritablement s'améliorer. Les lois et de décrets ne sont en effet que le reflet déformé de la structuration des idéologies et des phénomènes d'hégémonie présents dans la société. La démocratie, le parlement, l'Etat, ne constituent pas le lieu du pouvoir politique, mais plutôt son relais. Le véritable pouvoir politique se joue ailleurs, dans les rapports de force, les capacités d'imposer des décisions dans les conflits sociaux. Il se joue, par exemple, lorsque que la classe capitaliste contraint les travailleurs à se faire exploiter sous la menace de la délocalisation et du chômage, ou à l'inverse, lorsque les travailleurs décident de bloquer la production et par conséquent le taux de profit des entreprises. Il se joue encore lorsque dans un quartier ou une résidence, le propriétaire décide d'augmenter les loyers et laisse pourrir les lieux, et quand les locataires décident de faire la grève des loyers jusqu'à ce que les propriétaires décident de faire les travaux ou de ne pas augmenter les loyers.

La démocratie, l'Etat et la loi ne sont donc pas des principes absolus, ce sont des outils de domination pour les oppresseurs ou de protection pour les révoltés. En cela, une présence de gauche pourrait permettre de préserver certains dispositifs juridiques de protection sociale. Mais il ne faut pas se leurrer, ce n'est pas la présence de la gauche dans l'appareil d'Etat qui permettra de réelles avancées sociales. S'ils ne sont pas coordonnés avec un mouvement social combatif, les gouvernements et les parlements resteront impuissants s'ils doivent faire face aux capitalistes. Si nous souhaitons des avancées réelles, il faudra dans la foulée des élections lancer un 3ème tour de lutte sociale !

POUR UN 3^{EME} TOUR DE LUTTE SOCIALE !

L'austérité qui vient !

Malgré toutes les promesses d'amélioration de la situation sociale faites par Hollande, nous ne nous feront pas d'illusions sur sa capacité à faire face au monde de la finance. Tout comme Mitterrand en 82, ou encore ses homologues internationaux Clinton et Blair, il ne fait nul doute que François Hollande et son gouvernement réviseront bien vite leur programme social, et se feront les accompagnateurs d'une politique de rigueur et d'austérité déjà entamée par le gouvernement Sarkozy. Pire encore, déjà durant sa campagne, François Hollande, après s'être déclaré adversaire du monde de la finance, s'était empressé d'aller rassurer les financiers de la City, et avait déclaré que « Les riches n'ont rien à craindre ! ». Il ne s'agit donc pas, à ce niveau, d'un recul pragmatique à contre cœur, mais d'une politique d'austérité clairement assumée.

Le changement social ne se fera pas par les urnes !

Nous avons expliqué dans les articles précédents que le changement social ne se jouerait pas dans les urnes, au niveau de l'Etat, du parlement, de la législation, et que par conséquent, nous n'attendions que peu de choses de cette élection, si ce n'est dégager Sarkozy et toute sa bande de capitalistes cyniques. En effet, le pouvoir réel ne se situe pas au niveau de l'Etat, mais au niveau des lobbies industriels et financiers. Les politiques identitaires, xénophobes et les logiques protectionnistes et liberticides sont des outils au service de la classe dominante afin de monter les gens les uns contre les autres, et de détourner leur attention des conflits fondamentaux qui opposent la qualité de la vie à la quantité d'argent sur le compte en banque. C'est face à ce pouvoir, cette classe sociale dont l'Etat n'est que l'instrument, qu'il faut s'organiser.

Construire une opposition de gauche au gouvernement Hollande !

L'enjeu majeur de ces élections était d'en appeler à la construction d'une dynamique combative de lutte sociale. En effet, seule une dynamique de lutte sociale permettra de rétablir un rapport de force favorable au mouvement social contre les classes dominantes. Ce sera donc l'occasion de constater si le Front de Gauche et les Verts se cantonnent à une posture électoraliste, ou s'ils en appellent à déborder le cadre électoral pour contribuer à la lutte sociale. Ce sera aussi l'occasion de voir si les électeurs ne sont effectivement que des électeurs, s'ils continuent à attendre l'arrivée d'un sauveur providentiel, ou s'ils sont capables de prendre en main leur existence et de se mobiliser réellement au-delà du cadre électoral. Nous attendons ainsi les militants et surtout les électeurs du Front de Gauche et des Verts dans l'intégralité des luttes sociales à venir : luttes contre les plans de licenciements, la casse du droit du travail, pour la réduction du temps de travail et le partage du travail entre tous, contre le nucléaire, pour le développement des énergies renouvelables, pour la réquisitions des logements vides, contre les expulsions de sans-papiers, contre les centre de rétention, contre le racisme et les discriminations, contre la montée du sécuritarisme et de la répression, contre la destruction du système de santé et de protection sociale, contre la destruction de l'éducation, contre la dette et les plans d'austérité!

LE FRONT DE GAUCHE ET SES LIMITES

1 Les forces majeures et l'hétérogénéité

Le Front de Gauche se compose de deux organisations majeures :

- Le Parti Communiste Français (PCF), qui constitue la grande majorité des forces militantes et quasiment l'essentiel de forces placées dans les appareils de pouvoir (mairies, conseils généraux&régionaux, parlement). Il constitue également, de ce fait l'essentiel des ressources financières et logistiques du Front de Gauche.
- Le Parti de Gauche (PG), toute petite organisation, extrêmement centralisée, composée essentiellement de cadres, de politiciens professionnels, mais sans base militante réellement conséquente.

D'une poignée de petites organisations :

- République et Socialisme
- LA FASE (Fédération pour une alternative sociale et écologique)

Dont quelques courants dissidents du NPA :

- La Gauche Unitaire (ex-tendance bureaucratique droitiste du NPA)
- Convergence et alternatives
- Gauche Anticapitaliste (depuis peu)
- Gauche Révolutionnaire (ex-fraction trotskyste dogmatique sectaire présente au NPA, tout en continuant à militer en tant qu'organisation)

Le problème posé récemment par la structuration du Front de Gauche en constellation de micro-organisations est que les nouveaux militants entant doivent choisir une organisation pour y participer. Le PCF étant le plus structuré nationalement, rafle la mise. Mais se pose le problème de ceux qui sont intéressés par la dynamique du Front de Gauche, mais sont allergiques à l'entrée dans le PCF.

Des tentatives de créer des comités Front de Gauche se mettent peu à peu en place. Mais ils peuvent se heurter à plusieurs limites : l'absence de statuts, le défaut de locaux pour se réunir, l'absence de réseau de coordination, l'absence de cohérence de position, voire l'absence de militants expérimentés pour tenir les comités. Rien d'insurmontable en soi. Pour se réunir, un bar ou un appartement peuvent au début suffire. La communication entre les différentes localités est facilitée par Internet, les blogs, les réseaux sociaux. De nombreux militants ont l'expérience de l'associatif, et sont en mesure de faire fonctionner les structures. Il n'y a pas véritablement de limites pour les comités

Front de Gauche à s'organiser localement, sur une base d'intervention militante de terrain. La question qui va se poser pour ces comités sera celle de la Démocratie au sein du Front de Gauche, et plus précisément la capacité d'être considérés par les autres organisations et de peser dans la décision face aux grosses structures bureaucratiques que sont le PCF et le PG. L'autre question sera celle de la représentativité politique. Ces comités, à défaut de personnel compétent, ne pourront prétendre à la gestion des localités, et devront céder la place aux organisations plus aguerries, en particulier le PCF.

Il se profile donc une séparation nette entre une gauche de terrain, composée de comités locaux sans étiquette spécifique, ni reconnaissance, ni cohérence à priori, et d'une gauche de pouvoir, d'une constellation de partis composée de cadres regardant de près les possibilités offertes par cette dynamique d'entrer dans les institutions d'Etat.

Le grand gagnant de l'affaire est sans conteste le PCF, qui, à l'agonie il y a 5 ans, s'est trouvé revigoré par cette dynamique, et se prépare à rafler de nouveau la mise au niveau électoral. L'autre grand gagnant est sans conteste Mélenchon lui-même, qui grâce à la dynamique du Front de Gauche, qu'il peut largement revendiquer, gagne en notoriété et voit ouverte la possibilité de développer son organisation. Ce n'est donc pas la victoire du Peuple de gauche mais celle des organismes dirigistes de gauche qui se profile.

2 Réalités locales et possibilités de convergence

Le Front de Gauche étant très hétérogène, les possibilités de convergence dépendent en largement mesure de la manière dont se structurent les réalités locales. Elles dépendent des organisations présentes sur une localité, des tendances représentées au sein de ces organisations, des enjeux économiques et environnementaux d'un territoire.

Il est par exemple difficile, en termes de liberté d'action, de faire front commun avec un Front de Gauche majoritairement PCF sur une zone :

- où il tient les institutions politiques, ou y est intégré
- où il est majoritaire au sein de la CGT (ceci est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit des tendances staliniennes du PCF)
- où une centrale nucléaire est implantée

La question se pose autrement lorsque le PCF est peu implanté sur un territoire, se situe hors du champ institutionnel, ou les enjeux environnementaux sont moins importants, ou d'autres organisations du Front de Gauche sont présentes.

Il n'en reste pas moins que le Front de Gauche est majoritairement structuré sur la base d'une pratique fortement bureaucratique, à visée électoraliste. Cette orientation implique une démarche visant une mobilisation ponctuelle de masses suivistes, assujetties aux mots d'ordre, aux dispositifs, aux stratégies et aux pratiques dirigistes des organisations de la Gauche institutionnelle (politique et syndicale), qui s'apprête à stopper tout mouvement dès que l'organisation en perd le contrôle, ou parvient à négocier quelques meurettes, en attendant les prochaines élections, à travers lesquelles elle espère se nourrir de l'insatisfaction des gens afin de faire de gros scores et entrer dans les institutions de pouvoir. Cette gauche fait donc l'impasse sur l'appropriation des luttes par les gens eux-mêmes, le développement de l'autonomie, de la créativité, sur l'inventivité théorique et pratique qui peuvent naître du mouvement social.

3 Républicanisme et Citoyennisme

Le problème du Front de Gauche est de circonscrire la lutte sociale autour d'un républicanisme citoyen flou et indéterminé. Il cherche à rassembler tout ce qui, à gauche, est républicain et citoyen. Mais il est difficile de savoir, à priori, ce qu'être républicain ou citoyen signifie. Il y a en effet une polysémie des termes de république et de citoyenneté, qui rend la compréhension de l'engagement Front de Gauche difficilement saisissable. S'agit-il, en ce qui concerne l'identité républicaine, de se

revendiquer de la république issue de la révolution Française de 1789, de la République de la Commune de Paris de 1871, ou de la république de Thiers qui massacra les communards ?

Le républicanisme comporte une dimension identitaire. Il a ainsi pour fonction de rassembler ceux qui se reconnaissent, affectivement ou normativement, en cette notion, mais il exclue, de fait, tous les autres.

Le problème du républicanisme est qu'il s'agit essentiellement d'un concept référant à l'Etat, non d'un concept relatif à la vie matérielle et sociale. Il polarise l'attention autour des institutions politiques, des structures de pouvoir, bien plus qu'il n'agit sur les rapports sociaux, et maintient ainsi l'Etat dans sa posture spécifique de médiateur et organisateur de la vie sociale.

Il s'agit de plus d'un concept idéaliste. Il structure les luttes sociales autour d'une identité abstraite, d'une fiction sémantico-affective, de laquelle de nombreux courants progressistes sont d'emblée mis à la marge, voire exclus.

De plus, la République se réfère à un espace territorial, celui de l'Etat-Nation. Les autres nations, tout comme les courants internationalistes, sont également exclues du mouvement.

Pourtant, la lutte sociale n'a pas de frontières, elle ne reconnaît pas de frontières. Elle est Internationaliste, Cosmopolitique et Altermondialiste. Son mot d'ordre, énoncé par Marx il y a bien longtemps, était : « Prolétaires de tous les pays, unissez vous ! ». L'internationale, quant à elle, désignait comme sujet central « le genre humain », et non le citoyen.

La lutte sociale a besoin d'une identité plus structurante, plus réelle, concrète, matérielle, que le fantasme abstrait de la République. Les concepts d'humanité et de progrès social constituent une posture commune à l'ensemble de la Gauche. Elles attirent l'attention non pas sur les faiblesses ou les vertus des institutions politiques, mais sur les problèmes réels des gens au quotidien, les rapports de force au sein de la sphère économique, les conflits entre capital et travail.

Il ne s'agit donc pas d'être « pro » ou « anti » Républicain, mais de se positionner hors du débat institutionnaliste et de sa mythologie, et de repositionner l'identité oppositionnelle, en déplaçant le centre de gravité de la pensée et de l'action du virtuel au réel, de l'idéal au matériel, de l'Etat à la Société. Il sera alors possible d'envisager l'éventualité d'une opposition de gauche, articulé autour de la mise en synergie de l'ensemble des tendances actives au sein du mouvement social.

NOTE SUR LES PERSPECTIVES UNITAIRES

On entend depuis longtemps les échos d'une volonté de construire une perspective unitaire à Gauche. Pour autant, chaque mouvement se trouve dans l'incapacité de mettre en œuvre ce grand rassemblement. La raison principale tient au fait que chaque groupement souhaite constituer le centre de gravité de ce rassemblement, autour duquel s'articuleraient des positions plus radicales et des positions plus modérées. Ce phénomène apparaît inévitable, puisqu'il implique les positionnements de chacun, et que les uns et les autres ne veulent pas renoncer à une partie importante de ce pourquoi ils s'engagent. On ne pourra ainsi résoudre un écologiste à renoncer à la lutte contre le nucléaire ; ni demander à un libertaire défendant la démocratie directe de soutenir ou de présenter un candidat à une élection, ou d'assurer un exécutif dans un contexte de démocratie délégative ; ni convaincre un communiste productionniste de se résoudre à la décroissance. Ainsi, la question écologique et la question du pouvoir politiques sont des points de discussion sources de divergences au sein de la Gauche. La perspective d'un « Front Unique », d'une gauche de la gauche rassemblée, constitue une réponse à une attente très répandue. Néanmoins, le Front de Gauche, tel qu'il se constitue, semble éprouver certaines difficultés à intégrer le meilleur des aspirations de progrès social, particulièrement en ce qui concerne la liberté, et dans une moindre mesure, le respect de la nature. En cela, le Front de Gauche court à l'échec, car ses postures normatives et ses limites le prive de la participation d'un certain nombre de forces politiques très actives à sa gauche. Il est en effet totalement improductif de chercher le rassemblement de masse en réactivant l'imaginaire conformiste-républicain, et, de ce fait, en imposant aux forces de l'opposition favorables au rassemblement, ou y participant, le fait de faire l'impasse d'une critique des institutions politiques et de la mythologie qui l'accompagne. Si volonté d'unité il doit y avoir, elle devrait s'articuler autour des perspectives suivantes :

La perspective de progrès social

- L'amélioration de la qualité de la vie matérielle et sociale
- Le droit à la santé, à l'éducation, au logement, au repos, à la retraite, à la liberté d'union, à la liberté d'orientation sexuelle, de préférence culturelle
- La liberté d'accès aux ressources nécessaires à la vie, notamment l'eau
- La réduction du temps de travail, sans perte de salaire
- L'extension de la gratuité et des activités libres
- Le libre accès à l'information et aux moyens de communication

La perspective écologique

- La lutte contre les technologies destructrices (Nucléaire civil et militaire, zones CEVESO), ou représentant un danger sanitaire (OGM, notamment les semences stériles, usage de pesticides dégradant conséquemment les propriétés des sols)
- La lutte contre le gaspillage de matière, d'énergie et de temps à des fins marchandes, ou encore en fonction d'une mythologie prométhéenne (encore défendue par des organisations comme le PCF, ou LO). Il s'agirait de passer de l'obsolescence programmée à la durabilité programmée, notamment en orientant les recherches non vers l'usure rapide mais vers le ralentissement de l'usure, vers le développement des systèmes basse consommation d'énergie plutôt que vers les modèles énergivores, vers la compatibilité des interfaces technologiques plutôt que vers leur incompatibilité nécessitant systématiquement le renouvellement d'une partie ou de la totalité des infrastructures

- Vis-à-vis de la souveraineté des structures de pouvoir, notamment des institutions politiques. Il est question de donner plus de place à la prise de décision collective, aux pratiques de démocratie directe
- Vis-à-vis des idéologies du pouvoir, des référentiels issus de la domination politique, particulièrement le républicanisme et le citoyennisme. Celui qui agit au nom de la citoyenneté ne doit pas revendiquer l'action de la totalité du mouvement au nom de la république et de la citoyenneté. La citoyenneté est « une » des motivations ou des référents de légitimation de l'action, comme pour d'autres, il s'agit de la liberté, de l'égalité, du progrès, du communisme, de la foi, etc. Il est également nécessaire, dans un souci d'émancipation, que les gens puissent déterminer eux même les termes qu'ils adoptent pour parler de leur expérience vécue.
- Vis-à-vis des formes organisationnelles instituées et de la méthodologie militante classique. Il s'agit de permettre l'existence d'autres pratiques en parallèle de la diff de tracts, de la manif, de la réunion formelle avec tour de parole autour d'une table. Il faut permettre au gens de choisir eux-mêmes les moyens, les outils et les formes d'organisation qu'ils se donnent pour lutter, et non leur en imposer lorsqu'ils n'adoptent pas les moyens classiques.
- Vis-à-vis de la domination culturelle de la société occidentale, il est nécessaire d'accepter que d'autres formes culturelles participent à la remise en question de la société.
- Vis-à-vis des phénomènes charismatiques, il s'agit de neutraliser au maximum l'émergence de leaders autoritaires. Si l'émergence de leaders ponctuels semble constituer un phénomène inévitable, il n'en reste pas moins que ce phénomène devient généralement néfaste à plusieurs niveaux. Tout d'abord, du fait que l'attachement affectif à la personnalité du chef est susceptible de devenir une motivation à l'engagement supérieure à la consistance cet engagement en faveur des perspectives de progrès social. Ainsi, lorsque le chef charismatique se retire, le mouvement se retrouve orphelin. Certains se sentant abandonnés se désengagent. D'autres entrent dans « la guerre des fils pour la domination du clan ». Ces phénomènes sont généralement sources de divisions au sein du mouvement social, de scission d'organisations, et donc d'affaiblissement de sa capacité à agir pour peser sur le cours des choses. Le fait de s'appuyer sur des personnalités charismatiques entraîne généralement des phénomènes de suivisme, de délégation du pouvoir et engendre une perte d'autonomie du mouvement social. Au contraire, il est nécessaire pour le mouvement social de s'autonomiser, pour les gens de s'approprier les aspirations à l'émancipation et la combattivité sociale, plutôt que de les projeter dans la personnalité d'un sauveur providentiel. Lorsque les leaders charismatiques s'installent dans la durée, ils ont tendance à monopoliser la possibilité de définir les problèmes sociaux et les moyens d'y faire face. Ils deviennent des figures autoritaires, et constituent un frein à l'hétérogénéité des alternatives que peut formuler le mouvement social et brident ainsi sa créativité. Dans un souci de démocratie, comme d'évolution et de réajustement de la critique, il est nécessaire que tous les acteurs du mouvement social puissent participer à l'élaboration de la critique sociale et à la prise des décisions sur l'action du mouvement et les projets de société. Si leadership il y a, il doit donc être d'une autre nature, de nature émancipatrice. Les leaders émancipateurs ne doivent pas s'installer sur le devant de la scène dans la durée mais doivent permettre à (et faire en sorte que) d'autres prennent ensuite leur place. Ils ne doivent pas être des décideurs, des chefs, mais des personnes qui assurent la transmission de la volonté de progrès social, qui donnent aux gens confiance en leurs capacités, leurs permettent de devenir à leur tour les acteurs principaux de la lutte pour le progrès social et l'émancipation.

QUELLES OPPOSITIONS DE GAUCHE AU GOUVERNEMENT PS

REFLEXION SUR LES POSITIONS ET LES STRATEGIES DE LUTTE DES DEFENSEURS DU PROGRES SOCIAL

I L'IMPASSE SOCIALE-LIBERALE ET LES ENJEUX D'UNE OPPOSITION DE GAUCHE

1 L'impasse du social-libéralisme et de la gauche d'Etat

Le problème de la sociale démocratie, de la gauche modérée et réformiste, a toujours été de limiter, de réprimer, de retenir, la poussée des mouvements progressistes se situant à sa gauche. Cette attitude semble caractéristique de la gauche d'Etat. L'exemple qui illustre le mieux cette logique de la gauche d'Etat est peut-être celui Lénine lui-même. Durant la période où le parti bolchevik était au pouvoir, il écrivit un pamphlet intitulé *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, qui constituait à la fois une justification de la politique répressive menée par le parti Bolchevik en URSS contre les mouvements de la gauche progressiste et libertaire, mais aussi un dispositif répressif en soi. La répression de la gauche progressiste et libertaire était justifiée au nom de la nécessité de protéger les acquis du régime d'une contre-révolution de droite. C'est dans cette lignée que se sont inscrits les staliniens et la majorité des partis communistes s'inscrivant dans une logique de conquête du pouvoir d'Etat. Pour garder le contrôle sur la classe ouvrière, ces organisations ont développées une pratique de marginalisation systématique des mouvements d'émancipation. Elles développaient d'un côté tout un vocabulaire et un imaginaire stigmatisant, ayant pour objectif de discréditer les mouvements d'émancipation (ceux-ci étant qualifiés de petits bourgeois, de socio-chauvins, de socio-traîtres, etc.) et de l'autre, donnaient raison à la répression étatique envers ces mouvements, et n'hésitaient pas à l'occasion de les réprimer elle-même, comme ce fut le cas en mai 68.

Si l'on ne peut assimiler Hollande et le PS au PCF, ou même à Lénine, cette comparaison permet néanmoins de comprendre la manière dont le gouvernement PS, ainsi que des organisations comme le PCF ou le Front de Gauche peuvent agir lorsqu'une force issue de la gauche se trouve au pouvoir. Il est fort probable que le gouvernement PS essaiera de limiter ou de reporter la réalisation des revendications de la gauche afin de ne pas déstabiliser l'équilibre social-libéral qu'il a réussi à établir, et risquer un retour en force de la droite. Il sera ainsi nécessaire, dans une perspective de progrès social, de construire une opposition de gauche au gouvernement PS, mais reste à savoir sur quelles bases cette opposition pourra se construire.

2 Sur quelles positions la gauche doit-elle s'opposer au gouvernement PS ?

Il ne fait aucun doute que le gouvernement PS n'a ni les moyens, ni même l'intention, d'inverser le rapport de force qui nous oppose au monde de la finance. Au contraire, c'est le même sort que la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal qui nous attend à terme avec la logique dans laquelle s'inscrit le gouvernement PS. Par conséquent, c'est à l'opposition de gauche que reviendra la tâche de défendre la mise au pas du monde de l'industrie et de la finance, l'abolition de la dette et l'abandon des politiques d'austérité.

Le rôle de la gauche progressiste devra rester la défense des impératifs d'égalité et de liberté. Sur ce point, il nous faudra même être plus précis, puisque le gouvernement PS, plus que l'UMP, défend une conception qui lui est propre de la liberté et de l'égalité. Pour les libéraux, l'égalité est l'égalité « des chances », et la liberté s'incarne dans la liberté d'entreprendre et le libre échange. Pour la gauche, il s'agit d'une égalité de fait, c'est-à-dire de droits ET de conditions d'existence, et d'une liberté qui ne

peut prendre forme qu'au-delà des nécessités matérielles et sociales, notamment au-delà des contraintes de la concurrence capitaliste et du travail obligé. Le rôle de la gauche d'opposition sera ainsi de défendre l'égalité juridique en ce qui concerne la liberté de circulation des gens, la régularisation des sans-papiers, la protection des immigrés, des réfugiés, des minorités ethniques, culturelles, la libre détermination des préférences sexuelles, l'accès aux mêmes droits pour toutes et tous. En ce qui concerne le dépassement des nécessités matérielles, elle devra également défendre l'accès au logement, la sauvegarde et l'amélioration du système de santé, l'accès aux soins pour tous. Toujours sur le plan matériel, elle devra, pour défendre une possibilité de réalisation de ses idéaux d'égalité et de liberté à long terme, défendre simultanément la possibilité pour l'humanité de continuer à exister. Elle devra par conséquent appuyer la nécessité de changements écologiques majeurs, et veillera à ce que ces changements soient favorables au gens, qu'ils ne se fasse pas à leur dépend. Enfin, la gauche devra également défendre la réduction du temps de travail comme condition nécessaire de la liberté et de l'égalité.

II DE QUELLES EXPERIENCES DE LA GAUCHE HERITONS NOUS ?

Si nous avons précédemment évoqué les positions sur lesquelles la gauche progressiste devra mener la lutte sociale, nous n'avons pas encore parlé des modalités organisationnelles sur lesquelles elle doit se construire. L'histoire de la gauche est très contrastée. Autant elle est marquée par de grandes réalisations sur le plan de l'innovation sociale, autant nous sommes forcés de faire le constat de l'échec en ce qui concerne le plan politique. Nous ferons donc un bref retour sur les expériences de la Gauche durant les deux derniers siècles.

1 Le Mouvement Ouvrier

Durant le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle, plusieurs grands modes d'organisation ont été expérimentés. Le plus important fut indéniablement celui du mouvement ouvrier. Nous ne pourrions cependant faire ici une description précise de ce qu'il a été, tant il s'agit d'une histoire extrêmement dense et complexe. Nous distinguerons dans le cadre de cette analyse, deux dimensions fondamentales du mouvement ouvrier : celle de son organisation sociale et celle de sa représentation politique. Sur le plan de l'organisation de la société, le mouvement ouvrier constitue une source d'inspiration inépuisable, si l'on songe par exemple, à sa capacité à s'organiser pour lutter, mais aussi à ses réalisations sociales : ses systèmes d'entraide, de solidarité, de mutualisation, pour payer l'alimentation, les loyers, les frais de santé, à sa capacité à donner aux ouvriers une formation à la fois intellectuelle et pratique, à produire de la pensée, de la science, de l'art, à créer ses propres systèmes d'information, son univers symbolique et culturel, et sa vie sociale, hors du champ de la domination politique.

La question du mouvement ouvrier est beaucoup plus complexe lorsque l'on aborde la question de la représentation politique. On retrouve trois grands modèles qui ont chacun échoués : le modèle militariste (Léninisme), le modèle bureaucratique autoritaire (Stalinien), le modèle bureaucratique réformiste (Eurocommunisme).

La volonté des organisations de gauche à conquérir le pouvoir a entraîné le basculement d'une logique d'agitation politique à une logique d'organisation militaire du parti. Les organisations communistes ont alors pour la plupart adopté le modèle du parti Bolchevik, c'est-à-dire une forme d'organisation extrêmement centralisatrice, fonctionnant de manière autoritaire et dirigiste, à la tête duquel se trouvait une intelligentsia déconnectée des gens et se substituant à eux, et dont le but était la conquête du pouvoir par l'insurrection. Le problème que l'on constate lorsque l'on songe à l'expérience du pouvoir en Russie lors de la période révolutionnaire de 1917 à 1923, est que lorsque le parti Bolchevik s'est emparé de l'appareil d'Etat, il a géré la société de la même manière que l'était le parti, c'est-à-dire de manière autoritaire et centralisatrice. Sur ce point, il est cependant difficile de savoir, en fonction du contexte de guerre civile que le régime, sous pression, avait géré, s'il aurait été possible que la société russe traverse une période de relâchement et d'émancipation une fois le conflit résolu. La mort de Lénine, et la prise de pouvoir de la bureaucratie stalinienne ont scellé cette possibilité historique.

Par conséquent nous n'aurons pas de réponse à cette question. Il n'en reste pas moins que le manque de discernement du régime et des oppositions de gauche, dans un contexte extrêmement incertain, a donné lieu à des dérives injustifiables (songeons ici à la polémique de Cronstadt en 1921). Il est également possible d'ajouter que la structure autoritaire et centralisatrice développée par le régime en URSS était très largement favorable au développement d'une bureaucratie totalitaire par la suite, avec toutes les privations de liberté et les atrocités qui l'ont suivi.

Si la bureaucratie Stalinienne a monopolisé la scène politique de la gauche durant les années 30 à 70, une autre tendance s'est affirmée, celle de l'Eurocommunisme. Cette tendance marquait la fin de la volonté de conquête insurrectionnelle du pouvoir, tout comme celle de l'attente imposée par le régime de Moscou. S'inspirant des thèses de Gramsci sur l'hégémonie culturelle (et surtout en les déformant totalement !), les partis communistes d'Europe de l'Ouest pensaient (à tort !) être en passe de conquérir totalement l'hégémonie culturelle dans la société. Il s'agissait alors pour ces partis de passer de la pratique d'auto-organisation de la vie sociale à la stratégie de conquête du pouvoir par les urnes. Dès lors, les pratiques consistant à aider les gens à s'organiser pour survivre au quotidien étaient abandonnées progressivement pour ne concentrer l'action que sur les stratégies de mobilisation de masse dans le cadre de mouvements sociaux, pour obtenir ou repousser des réformes, ainsi qu'aux stratégies de séduction électorale et de lissage idéologique. Ensuite, la stratégie consistait à rentrer dans les institutions, non pour en prendre le contrôle ou les saboter, mais pour créer une armature directement opérationnelle lorsque le parti serait au pouvoir. Pour se rapprocher encore du pouvoir, le PC était prêt à collaborer avec les forces de la sociale démocratie, notamment dans le cadre de fronts uniques. Cette stratégie a d'ailleurs historiquement joué en la défaveur des organisations communistes, notamment en France, où cette alliance a abouti au déclin du PCF au profit du PS en 1981.

2 L'Altermondialisme

Le troisième modèle fut celui du mouvement Altermondialiste. Il s'agissait d'un mouvement décentralisé, auto-organisé, fédérant autour de la revendication d'un autre monde possible des courants aux revendications très différents, allant du réformisme humaniste à l'anarchisme radical. L'idée de certains théoriciens influents au sein de ces mouvements, notamment ceux de *Multitudes*, était que l'Etat subissait une mutation, passant du modèle souverain, autoritaire et centralisateur, à un modèle plus décentralisé, souple, participatif et intégrateur, fonctionnant davantage sur la négociation que sur la logique de commandement impératif. Selon ces théoriciens, l'Etat, en charge de l'animation de la société, de sa régulation, et de l'arbitrage des tensions au sein de la société civile, était entrain de se dissoudre, pour laisser place à une société fonctionnant de manière auto-organisée, sur un mode plus ou moins proche de la démocratie directe. Dans ce contexte, chaque force luttant chacune de son côté pour ses propres intérêts pourrait amener un Etat en pleine mutation à sa dissolution, et en finir avec les amas de pouvoir qui bloquent la possibilité de réaliser les perspectives de progrès social. Le constat que l'on peut faire aujourd'hui est tout autre. Les innovations issues de la société civile n'ont fait que renforcer la légitimité du pouvoir politique. De plus, le pouvoir a parfaitement su intégrer les tendances les plus institutionnalistes de ces mouvements au sein de ses appareils de gouvernance, et ainsi les mettre petit à petit à distance de leur base sociale. Enfin, en période de crise, tout ce qui a été cédé et produit au prix de luttes acharnées est entrain d'être repris, défait, au profit des vieux modèles industrialistes et souverainistes. La culture alternative qui se développait dans le même temps tend à perdre peu à peu du terrain, notamment au niveau du passage de flambeau aux plus jeunes générations. Le mouvement Altermondialiste semble indissociable du mouvement écologiste, du moins des tendances dominantes de ces mouvements. Il est donc important de faire un bref retour sur les organisations écologistes et leur évolution durant la fin du XX^{ème} siècle. Le mouvement écologiste s'est d'abord largement structuré au sein de la société civile, avant de se doter de structures politiques. Il s'est développé au sein de la société, autour de pratiques et de réflexions, d'inquiétudes par rapport au développement des sociétés industrielles et d'aspiration d'une existence qualitativement différente. Il s'est d'abord organisé sur le plan associatif, constituant ainsi un vaste réseau, dont l'activité principale était d'informer la population sur différents risques écologiques menaçant la santé et la vie de tous, l'équilibre biologique et climatique, la possibilité d'une récession brutale et subie des modes de vie occidentaux, liés aux transformations environnementales et sanitaires liés aux modèles de

développement des sociétés industrielles productivistes. Le mouvement écologiste s'est ensuite doté d'appareils politiques, certains plus démocratiques et libertaires, d'autres davantage technobureaucratiques. Le problème du mouvement écologique est du même ordre que celui du mouvement communiste. A partir du moment où ces mouvements ont cherché à se doter de structures politiques, dont l'objectif était l'entrée dans les institutions de pouvoir, leur logique s'est transformée. Les convictions ont été bradées pour des impératifs stratégiques, l'utopie de transformation radicale de la société a été jetée en pâture au profit d'un pragmatisme réformiste visant à gagner quelques micro ajustements sociotechniques. Le regard s'est ainsi focalisé sur les exécutifs locaux, nationaux, transnationaux, les appareils d'état, qu'il ne s'agissait plus de combattre, de faire plier, mais de considérer comme des partenaires dans le cadre de séances de négociation. Le rapport de ces organisations à la société civile, à la population, s'est radicalement transformé. Il ne s'agissait plus en finalité d'informer et de mobiliser la population afin de transformer la société, mais de l'informer et de la mobiliser, afin d'user de sa colère, de son indignation, de son potentiel de contestation et d'action, afin de se donner un poids, une légitimité face aux institutions de pouvoir. Il s'est donc créé, au sein du mouvement écologique, une nette coupure entre ceux qui se placent du côté des gens et ceux qui regardent du côté des structures, des institutions, du pouvoir.

3 En guise de bilan

Ces mouvements ont laissés des traces qui ne disparaîtront si facilement. Ils ont été porteurs de puissantes critiques sociales, remettant radicalement en question l'ordre établi et son unidimensionnalité, en mettant à jour l'éventualité d'autres mondes possibles. Si d'un point de vue éthique, les critiques développées par ces courants de gauche restent d'une incroyable actualité, il va cependant sans dire que sur le plan stratégique, ces mouvements ont éprouvés leurs limites. Ils ont en outre systématiquement échoué sur le plan du pouvoir politique, abandonnant une éthique du progrès au profit d'une logique de gestion rationaliste contre productive. Il est présent nécessaire de s'écarter de ces logiques autoritaristes et bureaucratiques et de s'inspirer des formes créatives et innovantes que ces mouvements d'émancipation se sont donnés afin d'expérimenter de nouvelles manières de mener les luttes politiques de notre temps.

III QUELLE OPPOSITION DE GAUCHE VOULONS-NOUS ?

1 L'institutionnalisme est une démarche contre productive

Nous ferons le constat que la coupure entre les organisations et les gens vient du fait que les organisations adoptent bien souvent une posture d'extériorité quant à la vie des gens. C'est tout le problème de la politique envisagée exclusivement sous l'angle de la conquête des structures étatiques. De cette coupure se produit, du côté des organisations politiques, un processus de distanciation éthique au profit d'une approche stratégique de conquête du pouvoir, et du côté des gens, une perte de confiance, à la fois vis-à-vis des organisations politiques et syndicales (qu'ils voient se compromettre, négocier, magouiller, calculer, et parfois même trahir le mouvement social) mais aussi en eux-mêmes, dans leur capacité à mener des luttes sociales sans le soutien de ces organisations. Cette perte de confiance est aussi le résultat d'une série de défaites consécutives face à une succession de gouvernements inflexibles menant la même politique de casse sociale. Le mouvement social semble lassé de déployer une énergie considérable à mener des combats qu'ils envisagent comme perdus d'avance. Naturellement, ce sont les organisations réformistes qui se retrouvent à la tête de ces mouvements, et participent à l'adoucissement des politiques de casse sociale, sans jamais les entraver. Leur action consiste d'ailleurs à limiter la radicalisation du mouvement, en ne proposant jamais autre chose aux gens qu'une démarche de suivisme. Le problème de certaines organisations à la gauche du PS réside également dans leur démarche d'accompagnement, ou de silence, vis-à-vis de ce gouvernement, et non d'opposition au gouvernement. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne

les organisations qui ont un pied dans les institutions de pouvoir. On le constate lorsque l'on songe à l'attitude du PCF qui préfère s'abstenir, plutôt que de s'opposer aux politiques d'austérités du nouveau gouvernement PS. Comment les gens qui espèrent un changement social réel peuvent-ils placer leur confiance dans des organisations qui démissionnent face au pouvoir politique, notamment pour pouvoir obtenir des sièges dans les institutions de pouvoir dans le cadre d'accords électoraux. Si les partis comme le PCF étaient vraiment au service du mouvement social, le mouvement social devrait, dans ces cas de trahison, avoir la possibilité de les révoquer instantanément.

Aujourd'hui s'est instauré un climat de méfiance vis-à-vis des organisations politiques. Les gens ne peuvent plus faire confiance aux forces politiques qui ont portés les grands combats des précédentes décennies. Ils ne font pas non plus confiance à des militants qu'ils ne connaissent pas. Cela est encore plus vrai lorsqu'ils sentent que ces militants tentent de les instrumentaliser où prétendent venir les diriger. Pour qu'il s'instaure une relation de confiance entre les gens et les militants, il est nécessaire de traverser une série d'expériences communes, de lutter côte à côte. C'est en effet dans ces contextes seuls que les militants pourront donner la preuve de la sincérité de leur engagement et de la force de leurs convictions.

2 L'opposition de gauche ne peut être uniquement mouvementiste

C'est un fait, la société ne pourra changer si l'on ne se borne qu'à une logique de mouvement. Intervenir dans les luttes sociales demeure une activité essentielle, mais il est également nécessaire de penser à la fois la question de l'activité militante lors des temps morts, lorsque le quotidien suit son cours, que la domination idéologique du capital semble se déployer à l'infini, sans contestation. Dans ce contexte, il y a ceux qui la subissent violemment, qui galèrent au quotidien, et qui, seuls, ne peuvent développer des systèmes d'entraide leur permettant de sortir la tête hors de l'eau. Pour ceux-là, il serait nécessaire de développer à nouveau des pratiques de collectivisation, de mutualisation, de gratuité, de récupération, de redistribution, ou encore de réquisition de lieux vides, ou ces personnes pourraient se rencontrer, tisser des liens de solidarité, et s'organiser pour survivre ensemble et lutter ensemble. Il y a ceux, ensuite, dont le capital entretient le consentement, au prix de travail omniprésent, d'abondance de marchandises et de divertissements de masse. Contre la captation capitaliste de l'attention, il serait nécessaire que la gauche réinvestisse plus intensément les champs intellectuels, artistiques et culturels, notamment au sein de l'espace public. Il est clair que le militantisme de gauche demeure inefficace face à ces deux sphères, ces deux « mondes » dont le pouvoir politique organise la séparation, et qu'il conviendrait de se faire rencontrer.

3 Stop au dirigisme, place à l'autonomie et à la créativité !

Pour envisager une perspective de victoire, il n'est pas envisageable que l'opposition de gauche, qu'elle soit politique, syndicale ou associative, soit pilotée par une sorte d'intelligentsia centralisatrice se substituant aux gens eux-mêmes. Il faut en finir avec les vieilles pratiques d'une certaine gauche, avec son dirigisme, ses tendances à se mêler des mouvements sociaux dans l'unique but d'en prendre le contrôle, de gagner électeurs, des places dans les institutions, les parlements, les ministères, avec ses trahisons systématiques des luttes et des gens qui y participent, par des négociations syndicales secrètes et des appels aux urnes en guise de conclusion. La gauche doit donc en finir avec ces stratégies et manœuvres politiciennes qui ne font que le jeu du pouvoir et provoquent la défiance et le dégoût des gens. C'est aux gens eux-mêmes de faire leurs luttes, et c'est à eux seuls de décider des objectifs qu'ils se fixent, des moyens qu'ils se donnent pour les atteindre, du moment où ils se mettent en lutte et du moment où ils cessent de lutter. Les partis, les syndicats, les associations peuvent bien discuter, conseiller, partager avec les gens des modes d'organisation et des outils d'analyse conceptuelle, mais en aucun cas ils ne doivent se substituer aux gens, penser et agir à leur place. De la même manière, il faudra s'opposer au suivisme, à la délégation, aux tendances instituées à s'en remettre à des minorités. Dans les luttes, il ne doit pas y avoir ceux qui agissent et ceux qui les suivent. La délégation du pouvoir à quelques uns doit laisser la place à l'engagement de tous. Il nous faudra

donc rompre avec les pratiques autoritaires, obsolètes et inefficaces de la vieille gauche, et travailler au développement de cette capacité autonome du côté des gens. Il ne s'agit pas là de parler exclusivement d'auto-organisation et encore moins d'auto-gestion. Les questions d'organisation et de gestion, du fait de leur caractère formel, renvoient à une logique instrumentale stratégique. Leur objectif est l'efficacité par rapport à une fin donnée qui n'est que rarement débattue, et encore moins discutée. La plupart des organisations politiques ou syndicales, lorsqu'elles interviennent dans les luttes, ont en effet tendance à y arriver avec une analyse et une réflexion toute faite et sans concessions possibles. C'est en général l'urgence de la situation qui les amène à adopter une attitude autoritaire et dirigiste. Par soucis d'efficacité face à l'urgence, les organisations cherchent à mobiliser les gens en tant que masse afin d'empêcher une réforme antisociale. Elles cherchent à tout prix à cadrer la mobilisation, à la centrer exclusivement autour de ce qu'ils ont décidé comme étant problématique, et s'empressent de casser cette mobilisation une fois qu'un passage à la table des négociations leur a permis de gagner quelques miettes. Nous faisons tous le constat que cette logique recherchant l'efficacité est inefficace si le but ultime est le progrès social. Elle est inefficace, pour plusieurs raisons. D'une part, elle engendre une relation de suivisme et de dépendance à l'égard des organisations. Les gens sont de moins en moins investis, de moins en moins transformés par l'expérience des mouvements sociaux, et les miettes négociées avec les ministères. C'est ce qui arrive lorsque l'on compte sur une organisation de masse et qu'elle devient absente : plus personne n'est en mesure de continuer la lutte sociale et le mouvement se décourage, où se fait capter par les appareils réactionnaires. Ainsi, lorsque le PC a commencé à décliner, au lieu de constater une réappropriation des luttes par le mouvement social, par les gens eux-mêmes, c'est tout l'édifice qui s'est effondré. Il est donc nécessaire dans une perspective d'émancipation de laisser (voire de chercher à donner) plus de place à chacun, et que tous soient comptés comme singularités autonomes et créatives, que se développent les échanges d'impression, de sentiments, d'aspirations et d'analyses. Il ne s'agit donc pas de créer des comités de grévistes anonymes ! Les organismes dirigistes disent qu'il s'agit d'une perte de temps, d'une démarche inefficace. En réalité, ils ont peur de perdre le contrôle, le pouvoir. Ils préfèrent cantonner le mouvement social à une posture d'impuissance, plutôt que de lui permettre de gagner en autonomie.

S'il est évident que le mouvement social à aujourd'hui besoin de victoires faciles, mêmes contre de petites réformes, pour gagner en confiance, pour autant, ces victoires ne sont véritablement constructives que lorsqu'elles sont le fruit des gens eux-mêmes, et que les grosses centrales syndicales et politiques se voient débordées. Elles sont constructives lorsque les gens tissent des liens, apprennent, développent des capacités, mettent en question la société dans laquelle ils vivent et le sens de l'existence. Elles sont constructives lorsque ces aspects informels des luttes sont poussés à leur intensité maximum, et non lorsqu'il s'agit d'aller marcher dans la rue un jour, et d'attendre l'élection des mois après.

Par conséquent, la condition de réussite du développement d'une opposition de Gauche au gouvernement PS résidera dans sa construction à la base, sur le terrain de la lutte sociale et de la vie quotidienne, et non de l'investissement de groupements professionnels dans les instances de pouvoir. La construction d'une base sociale solide et autonome est en effet la condition nécessaire de tout mouvement social victorieux. Elle constitue l'étape indispensable pour répondre à la logique destructrice du capital, qui aujourd'hui, atteint encore une fois des sommets, et pour la réalisation de toutes les perspectives de progrès social et d'émancipation qui, aujourd'hui, sont à portée de main.

POUR UN FRONT SOCIAL ANTICAPITALISTE !

Pourquoi faut-il construire une alternative au Front de Gauche ?

Il apparaît clairement que le Front de Gauche se présente davantage comme un Front « Politique », cartel électoral, que comme une force qui se veut active sur le terrain social. Or il ne peut y avoir de changement social réel, ni d'émancipation, par la seule conquête des appareils politiques, ni par la délégation de pouvoir à un sauveur providentiel. Un changement social efficace est un changement plus diffus, s'incarnant dans les pensées et les pratiques, porté par une multiplicité de mouvements issus de la société. De plus, le Front de Gauche est aujourd'hui contrôlé par deux organisations fondamentalement autoritaires (PCF et le PG) sourdes, voire hostiles à l'égard des exigences de démocratie libertaire nécessaires à toute perspective d'émancipation sociale. Enfin, parce que le Front de Gauche est anti-libéral, et même plutôt anti-néo-libéralisme. Il remet en cause les « abus » du capitalisme financier, mais maintient l'illusion d'un bon capitalisme industriel, pourvu que celui-ci soit régulé, moralisé, par l'Etat. Il s'agit d'un Keynésianisme de gauche. Or rappelons le, le Keynésianisme est une théorie économique qui a été produite par un libéral, en vue de sauver le libéralisme et le capitalisme. Le Front de Gauche (PCF/PG), ne remet pas fondamentalement en cause la propriété privée des moyens de production, la question de la valeur (d'échange, d'usage), les différences salariales, ainsi que les structures symboliques qui leur servent de justification. En cela, il élude la critique du capitalisme au profit d'une simple critique du néo-libéralisme, et légitime par omission un système de domination de classe et d'exploitation.

Ne pas faire entendre d'autres voies et laisser au Front de Gauche le monopole de la critique sociale constituerait un recul pour le mouvement social lui-même. Il marquerait à la fois le renoncement aux perspectives libertaires d'émancipation, et à une critique radicale du capitalisme, de sa dynamique destructrice et de sa symbolique asservissante. Par conséquent, il est nécessaire qu'apparaisse, en parallèle du Front de Gauche, un autre Front qui intervienne directement au niveau de la société, qui défende les principes de démocratie libertaire et énonce une critique radicale du capitalisme.

Que pourrait être un « Front Social Anticapitaliste » ?

Le Front Social Anticapitaliste est l'idée d'un front unique sur le plan social rassemblant (ou ouvert à) toutes les tendances de la gauche radicale et incluant différentes formes organisationnelles ou non : partis, syndicats, associations, collectifs, personnes non organisées, scientifiques, intellectuels, artistes. Il ne s'agit donc pas d'un front « politique », d'un cartel électoral, tel que le Front de Gauche, mais d'un travail en commun mené directement, au niveau de la société, des luttes sociales et de la vie quotidienne, par différents acteurs du mouvement social.

Le Front Social Anticapitaliste se construirait sur la base des principes et des perspectives de progrès social héritées des différentes formes de contestation des sociétés capitalistes et répressives : le mouvement ouvrier, mai 68, le courant de la négritude, le féminisme, les mouvements écologiques, l'Altermondialisme, ou, plus récemment, le Mouvement des Indignés pour une « Démocratie Réelle Maintenant », le Mouvement Anonymous (défense des libertés sur le web). Il interviendrait dans l'intégralité des luttes sociales et écologiques, sur une base de démocratie libertaire et d'auto-organisation. Il aurait également pour objectif de permettre l'expression de la parole de chacun, et de favoriser le développement de la réflexion sur le plan individuel comme sur le plan collectif. A côté des pratiques militantes plus classiques, le Front Social Anticapitaliste laisserait également place aux initiatives militantes originales et créatives (romans, BD, performances artistiques, intervention sonores, musicales, théâtrales, mimes et danse, etc.).

Il ne s'agit donc pas d'un simple rassemblement des radicaux pour célébrer leur radicalité, mais d'une initiative de rassemblement visant à soumettre à la critique la société capitaliste et ses alternatives, et à proposer une autre voie possible, une voie de progrès social et d'émancipation pour tous.